



Société anonyme au capital de 970.099.988,75 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

TROISIEME ACTUALISATION

DOCUMENT DE REFERENCE 2011

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mars 2011
sous le numéro D.11-0096.

Première actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 6 mai 2011
sous le numéro D.11-0096-A01

Deuxième actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 4 août 2011
sous le numéro D.11-0096-A02



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 novembre 2011 sous le numéro D.11-0096-A03. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2011

1 - CHAPITRE 2 : STRATEGIE DU GROUPE ET PRESENTATION DES ACTIVITES.....	3
1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA DEUXIEME ACTUALISATION.....	3
2 - CHAPITRE 3 : LA SOCIETE, LES ACTIONNAIRES	9
2.1 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL.....	9
3 - CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	10
3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	10
4 - CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES.....	11
4.1 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX	11
4.2 EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING	12
4.3 RISQUES JURIDIQUES (<i>ACTUALISATION DES PAGES 212 A 215 DU DDR 2011</i>)	12
4.4 RATIOS REGLEMENTAIRES	14
5 - CHAPITRE 10 : ELEMENTS FINANCIERS :.....	17
5.1 RESULTATS DU 3 ^E TRIMESTRE 2011 (<i>COMMUNIQUE DE PRESSE DU 8 NOVEMBRE 2011</i>).....	17
6 - CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	44
6.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	44
6.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE.....	44
6.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	45
7 - CHAPITRE 13 : TABLE DE CONCORDANCE.....	46
7.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	46
ANNEXE 1 : TEST DE L'ABE SUR LES BESOINS EN FONDS PROPRES DES BANQUES EUROPEENNES : LES RESULTATS PROVISOIRES DES BANQUES FRANÇAISES	48

1 - Chapitre 2 : Stratégie du Groupe et présentation des activités

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la deuxième actualisation

1.1.1 Communiqué de presse du 10 août 2011 : Société Générale dément catégoriquement et avec la plus extrême vigueur toutes les rumeurs de marché, totalement infondées, ayant affecté ce jour son cours de bourse

Société Générale réaffirme la solidité des résultats publiés la semaine dernière à 1,6 milliards d'euros sur le premier semestre, tout en absorbant l'impact du plan d'aide à la Grèce, en dépréciant la totalité de ses obligations d'État grecques à hauteur de 21% (le Groupe ne détient pas de dettes souveraines grecques à échéance postérieure à 2020). Ces résultats ont permis de renforcer sa structure financière avec un Core Tier 1 qui se situe au niveau élevé de 9,3%.

Société Générale réaffirme sa capacité à dégager dans le futur des résultats solides, confirmée par les performances de juillet et début août, grâce à la qualité de ses fonds de commerce et à la gestion prudente de ses risques, notamment dans cet environnement chahuté. Le Groupe souligne également sa faible exposition aux dettes souveraines des pays dits périphériques de la zone euro. Enfin, elle rappelle l'exécution de la quasi totalité de son plan de financement 2011 et l'ampleur de ses actifs éligibles et disponibles au refinancement des banques centrales.

Société Générale a saisi ce jour l'AMF pour lui demander d'ouvrir une enquête sur l'origine de ces rumeurs qui portent gravement atteinte à l'intérêt de ses actionnaires.

1.1.2 Communiqué de presse du 12 septembre 2011 : Accélération de la transformation

SOCIETE GENERALE : LES FAITS

- GIPE : une exposition limitée, en baisse et gérable de 4,3 milliards d'euros
- Actifs gérés en extinction : accélération des cessions, vente de 3,5 milliards d'euros depuis le début du T3, sans impact sur le compte de résultat
- Liquidité court-terme : gestion réactive et efficace de la réduction du financement à court-terme en dollars affectant les banques européennes
- Financement long terme : programme 2011 achevé à 100%
- Le modèle de banque universelle du Groupe est robuste et diversifié

LE NOUVEL ENVIRONNEMENT REQUIERT UNE ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION

- Réduction de la taille du bilan :
 - Réduction des activités SG CIB affectées par le nouvel environnement réglementaire ou ayant un potentiel de synergies limité avec le reste du Groupe
 - Maintien d'un rythme soutenu de cessions du portefeuille d'actifs « gérés en extinction »

- Maîtrise des coûts :
 - Réduction significative d'effectifs en cours dans certains pays
 - Réduction de 5% de la base de coût de SG CIB

- Programme de cessions d'actifs : libération de 4 milliards d'euros de capital d'ici 2013, soit un impact de 100bps sur le ratio Core Tier 1

OBJECTIF DE CORE TIER 1 BALE 3 BIEN SUPERIEUR A 9% A HORIZON 2013 SANS AUGMENTATION DE CAPITAL

Dans le contexte actuel d'incertitudes, de fortes tensions sur les marchés financiers et de rumeurs infondées affectant les banques, en particulier la Société Générale, le Groupe communique une actualisation de ses expositions de crédit, de sa situation de refinancement, et détaille les mesures par lesquelles il entend accélérer sa transformation pour s'adapter au nouvel environnement.

Frédéric Oudéa, Président-Directeur général du Groupe déclare : « Dans l'environnement actuel très incertain et parfois irrationnel, il est plus que jamais nécessaire de se concentrer sur les faits. Le groupe Société Générale peut s'appuyer sur des fondations solides. Son exposition aux dettes souveraines des pays périphériques de la zone euro est faible et parfaitement gérable dans tous les scénarios. Les métiers du groupe Société Générale sont rentables, sa liquidité tout à fait satisfaisante ainsi que ses fonds propres et son niveau de solvabilité. S'appuyant sur ses forces et convaincu de l'émergence d'un nouvel environnement après l'été 2011, le Groupe a décidé d'accélérer et d'adapter l'exécution de son plan stratégique. Il sera ainsi en mesure d'être au rendez-vous des nouvelles exigences réglementaires, avec un ratio Core Tier 1 Bâle 3 bien supérieur à 9% à fin 2013 sans augmentation de capital ».

1. LE BILAN DE SOCIETE GENERALE EST SOLIDE

Société Générale a un bilan solide, peu exposé aux risques souverains GIPE et bénéficie de réserves de liquidités importantes, comme indiqué ci-dessous.

EXPOSITION SOUVERAINE SUR GIPE : LIMITEE, EN BAISSSE ET GERABLE

L'exposition du Groupe en *banking book* aux dettes souveraines des pays GIPE est faible et limitée à 4,3 milliards d'euros au 9 septembre 2011. Elle s'établit à un niveau nettement inférieur à ses pairs, comme cela avait été confirmé par la publication des stress tests de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) en juillet 2011. Elle représente moins de 1% de la taille du bilan consolidé du Groupe.

La valorisation de marché de l'exposition en *banking book* au 9 septembre est inférieure d'environ 400 millions d'euros à la valeur comptable. L'exposition aux dettes souveraines GIPE n'est donc clairement pas un sujet pour Société Générale.

Sur ce total, l'exposition de Société Générale à la dette souveraine grecque est de 0,9 milliard d'euros en diminution par rapport à la fin juin 2011 compte tenu des remboursements. Une provision avant impôts de 395 millions d'euros a été passée dans les comptes du deuxième trimestre. Ceci correspond à une décote moyenne de 35% sur le nominal de l'exposition résiduelle brute actuelle. En outre, aucune obligation n'arrive à échéance au-delà de 2020.

L'exposition à la dette souveraine irlandaise et portugaise, les deux autres pays qui font l'objet d'un plan européen de soutien, n'est pas significative.

Enfin, le Groupe n'a pas de présence en banque de détail dans les pays GIPE, Grèce exceptée. Dans un environnement économique très difficile, Geneki demeurera déficitaire, mais dans des proportions gérables pour le Groupe : le portefeuille de prêts est de taille limitée (3,3 milliards d'euros) représentant moins de 1% du bilan consolidé du Groupe. La politique de provisionnement est stricte et le taux de couverture des créances douteuses (63%) est le plus élevé des banques grecques.

FORTE ACCELERATION DES CESSIONS D'ACTIFS GERES EN EXTINCTION

Depuis le début de l'année, le portefeuille d'actifs gérés en extinction a été réduit de 8 milliards d'euros, dont 4,3 milliards depuis le début du T3-11, ce qui témoigne d'une forte accélération. La réduction de 4,3 milliards d'euros inclut des cessions pour 3,5 milliards d'euros sans impact sur le compte de résultat.

Le démantèlement des CDO de RMBS initié depuis le T4-10 va se poursuivre et devrait dégager jusqu'à 1,3 milliard d'euros de capital réglementaire Bale 3 d'ici 2013.

SG a fait appel aux services de BlackRock Solutions pour réaliser une valorisation indépendante de son portefeuille d'actifs gérés en extinction, sur une base trimestrielle¹. La valorisation de BlackRock Solutions du banking book, sur l'hypothèse d'une détention jusqu'à échéance (DJE), est supérieure de 1,8 milliards d'euros à la valorisation de marché de Société Générale au T2-11^{1,2}. Les hypothèses de BlackRock Solutions reposent sur des informations relatives aux fondamentaux du T2-11; malgré la volatilité des marchés, BlackRock Solutions n'attend pas de variations substantielles des valorisations DJE au T3-11

GESTION REACTIVE ET EFFICACE DE LA LIQUIDITE A COURT TERME EN USD

Les fonds monétaires américains ont réduit ces derniers mois l'apport de liquidité en dollar aux banques européennes, dont Société Générale.

Durant cette période, la liquidité à court terme en euro est toujours restée abondante.

Le Groupe a géré activement ces contraintes par une série de mesures :

- Cession accélérée d'actifs gérés en extinction libellés en dollar
- Recours accru au financement sécurisé en dollar (ex. 6 milliards de dollars de CMBS et CLO utilisés en Repo sur des maturités supérieures à 6 mois)
- Swaps EUR/USD sur le marché interbancaire
- Réduction des positions de marché à court terme

¹ Dernière valorisation de BlackRock Solutions datant de fin mai 2011

² Valorisation fondamentale de crédit de BlackRock Solutions®, sur la base d'une détention jusqu'à échéance des positions, et de cash flows actualisés au taux Forward LIBOR. BlackRock Solutions exclue moins de 1% des positions banking et trading du portefeuille. Les positions de banking book sont à fin juin 2011. La valorisation externe est à fin mai 2011. La valorisation de marché de SG est à fin juin 2011

L'ensemble de ces actions a permis d'absorber la baisse du financement en dollar connue depuis juin 2011. Au total, le Groupe a d'ores et déjà réduit sa dépendance au financement de marché à court terme non sécurisé.

Dans le même temps, les excédents de ressources du Groupe auprès de la Réserve Fédérale sont passés de 26 milliards de dollars à 34 milliards de dollars entre fin juin et fin août. La réserve d'actifs mobilisables du Groupe est restée stable depuis fin juin à 105 milliards d'euros : la capacité d'adaptation du Groupe est intacte.

FINANCEMENT A LONG TERME : PROGRAMME 2011 REALISE A 100%

Société Générale a achevé début septembre 2011, son programme annuel de financement long terme de 26 milliards d'euros, grâce au placement d'une gamme étendue de produits, émis dans plusieurs devises auprès d'une large base d'investisseurs. Ces émissions ont été réalisées à des niveaux de spread compétitifs et inférieurs au niveau du CDS du Groupe, et ceci en dépit d'un rallongement de la maturité moyenne de la dette long terme du Groupe par rapport aux émissions de 2010.

S'agissant du planning d'émission 2012, la poursuite de la réduction de la taille du bilan contribuera à limiter les besoins de financement.

2. LE MODELE DE BANQUE UNIVERSELLE DU GROUPE EST ROBUSTE ET DIVERSIFIE

Chaque année depuis 2007 Société Générale est en mesure de dégager des résultats positifs en dépit de la crise économique et financière. Durant cette période, elle a presque doublé ses fonds propres qui s'établissent aujourd'hui à 40,6 milliards d'euros.

La force de son modèle repose sur trois métiers piliers, renforcés par deux métiers en synergies.

RESEAU DE DETAIL EN FRANCE

Le marché français de la banque de détail bénéficie de bons fondamentaux. Les réseaux du Groupe y occupent le troisième rang en termes de revenus. L'activité commerciale du 1^{er} semestre 2011 a été soutenue avec une forte croissance des dépôts de +12,7 % et une collecte d'assurance-vie à un rythme supérieur au marché. Les revenus ont progressé de 5,5% au S1-11 versus S1-10 et les résultats de 24,5%, largement au dessus des pairs.

RESEAUX INTERNATIONAUX

En banque de détail à l'étranger le Groupe bénéficie d'une présence diversifiée dans des pays à fort potentiel de croissance et s'appuyant sur des bases solides (ratios dette/PIB bien inférieurs à ceux des pays matures), comme illustrés par les relèvements récents de notation de la dette souveraine en République Tchèque et en Roumanie (à respectivement AA et BBB-). La contribution du plus important réseau, en République tchèque, est forte et régulière. Le redressement en Russie est bien engagé : la filiale issue de la fusion récente de nos activités est en ordre de marche et tire parti de la progression des crédits aux particuliers (+10% en S1-11 par rapport au S1-10) dans une économie en forte croissance. La fusion de nos structures conduira à

une réduction d'effectifs de 2000 personnes qui prendra effet en 2012. En Roumanie, l'activité s'est redressée au T2, des réductions de coûts ont été réalisées et une amélioration du coût du risque est attendue au S2-11. Dans le bassin Méditerranéen, enfin, les revenus ont bien résisté au 1^{er} semestre (+6% par rapport au S1-10) et la rentabilité est restée très satisfaisante dans un contexte de transition politique dans plusieurs pays.

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT (BFI)

Les activités de la BFI génèrent une contribution élevée et récurrente aux résultats du Groupe, avec un profil moins risqué par rapport aux niveaux pré-crise. Ainsi au premier semestre, la contribution de la BFI aux résultats du Groupe a dépassé 1 milliard d'euros. Le coefficient d'exploitation de SG CIB est un des plus performants de l'industrie, à 60% au S1-11. Les activités cœur de métier – dérivés actions, financement de matières premières, d'infrastructures et export, clients et marchés EMEA – sont solides et bénéficient de positions de leader. Dans un contexte de désintermédiation accrue, SG CIB a engagé son repositionnement avec le développement d'activités de banque d'investissement, l'amélioration ciblée de son offre de produits *fixed income* et le renforcement de ses capacités de distribution.

Cette transformation sera accélérée en réponse au changement structurel de l'environnement.

3. DES ACTIONS STRUCTURELLES SONT LANCEES POUR ADAPTER LE GROUPE AU NOUVEL ENVIRONNEMENT

Les incertitudes sur la croissance macro-économique dans les pays développés pourraient perdurer, dans un contexte de politiques budgétaires contraintes. La liquidité sera notamment plus rare et plus chère pour toutes les banques. Dans ce nouvel environnement, les établissements financiers, y compris Société Générale, seront conduits à ajuster leur stratégie pour répondre à ces évolutions. C'est pourquoi le Groupe va accélérer et adapter son plan de transformation Ambition SG 2015 présenté en juin 2010.

Réduction de la taille du bilan :

- Réduction par SG CIB des activités affectées par les nouvelles réglementations ou faiblement génératrices de synergies, ce qui permettra in fine une baisse supplémentaire de la consommation de ressources rares
- Maintien d'un rythme soutenu de cessions d'actifs gérés en extinction

Maîtrise des coûts :

- Réduction significative d'effectifs en cours dans certains pays
- SG CIB : réduction de 5% de la base de coûts

Programme de cessions d'actifs :

- Libération de 4 milliards d'euros de capital, soit 100 pb de ratio Core Tier 1 en Bale 3 à horizon 2013

Au total, le Groupe anticipe un ratio Core Tier 1 Bale 3 bien supérieur à 9% en 2013, sans augmentation de capital.

1.1.3 Communiqué de presse du 27 octobre 2011 : présentation par l'autorité de contrôle prudentiel des résultats provisoires du test de l'autorité bancaire européenne sur les besoins en fonds propres de Société Générale

Voir annexe 1, page 48

1.1.4 Communiqué de presse du 8 novembre 2011 : Résultats du 3^e trimestre 2011

Voir Chapitre 10, page 17.

2 - Chapitre 3 : La Société, les actionnaires

2.1 Informations sur le capital

Répartition du capital et des droits de vote ⁽¹⁾

	Situation au 30 septembre 2011 ⁽²⁾		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote*
Plan mondial d'actionnariat salarié	58 766 810	7,57%	12,33%
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	71 385 252	9,20%	13,08%
<i>Groupama</i>	31 991 941	4,12%	6,47%
<i>CDC</i>	19 407 063	2,50%	2,88%
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11 069 312	1,43%	2,54%
<i>CNP</i>	8 916 936	1,15%	1,19%
Public	617 992 865	79,63 %	71,39%
Autodétention	18 948 048	2,44%	2,17%
Autocontrôle	8 987 016	1,16%	1,04%
Total		100,00%	100,00%
Base de référence		776 079 991	871 686 647

NB : Les statuts du Groupe comprennent des seuils déclaratifs à intervalle de 0,5% à partir de 1,5%. A fin septembre 2011, hors OPCVM et activité de trading d'établissements financiers, aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 1,5% du capital du Groupe.

(1) Y compris droits de vote double (article 14 des statuts de Société Générale)

(2) Au 30 septembre 2011, la part des actionnaires de l'Espace Economique Européen dans le capital est estimée à 41,7%.

* A compter de 2006 et conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions propres pour le calcul du nombre total de droits de vote

3 - Chapitre 5 : Gouvernement d'entreprise

3.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration tenu le 7 Novembre 2011 a pris acte de la démission de Monsieur Jean AZEMA en tant qu'administrateur.

Jean AZEMA était membre du Conseil d'administration depuis 2003.

4 - Chapitre 9 : Gestion des risques

4.1 Couverture des encours douteux

ENCOURS DOUTEUX* (YC ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT)

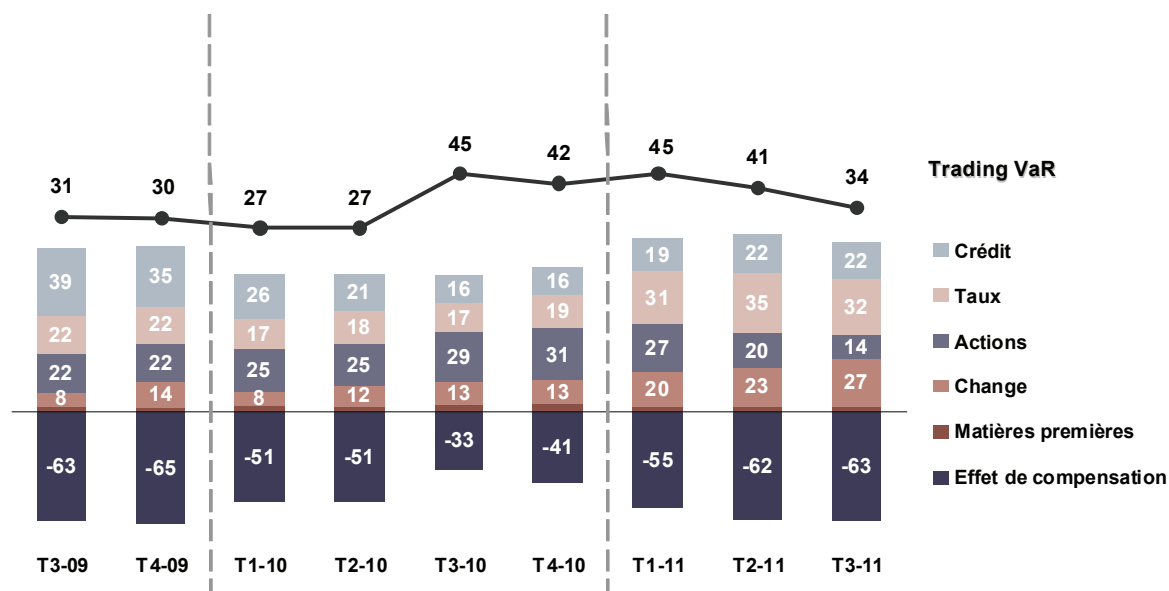
	31/12/2010	31/03/2011	30/06/2011	30/09/2011
Créances brutes en Md EUR *	426,0	429,9	434,0	439,3
Créances douteuses en Md EUR *	23,1	23,0	23,5	23,8
Sûretés relatives aux encours dépréciés en Md EUR *	4,1	3,8	3,6	4,2
Engagements provisionnables en Md EUR *	19,0	19,2	19,9	19,6
Engagements provisionnables / Créances brutes *	4,5%	4,5%	4,6%	4,5%
Provisions spécifiques en Md EUR *	12,5	12,6	12,8	13,2
Provisions spécifiques / Engagements provisionnables *	66%	66%	64%	67%
Provisions base portefeuille en Md EUR *	1,2	1,3	1,3	1,3
Provisions globales / Engagements provisionnables *	72%	72%	71%	74%

* Hors actifs gérés en extinction.

4.2 Evolution de la VaR de trading

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros

Moyenne trimestrielle trading VaR, 1 jour, 99% (En M EUR)



Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traitées prudemment en banking book.

4.3 Risques juridiques (actualisation des pages 212 à 215 du DDR 2011)

▪ Après que Trust Company of the West (« TCW ») a engagé une action à leur encontre, d'anciens salariés de TCW dont le Directeur des Investissements, Jeffrey Gundlach, ont assigné, à leur tour, TCW en Février 2010. Ils alléguent notamment que TCW n'aurait pas respecté un accord verbal relatif au contrat de travail de M. Gundlach, à sa rémunération et à celle de son équipe. Selon eux, TCW se serait engagé à leur verser un pourcentage des commissions de gestion et des profits produits par les comptes clients gérés par M. Gundlach pour un temps déterminé. Ils évaluaient les indemnités qui leur seraient dues à plus de 1,25 Md USD. Ils prétendaient également, sur le fondement du droit du travail californien, devoir bénéficier de salaires pour la période ayant précédé la fin de leurs contrats de travail.

Les plaidoiries ont eu lieu et, le 16 septembre 2011, le jury a retenu les demandes de TCW fondées sur la violation du secret des affaires, sur un défaut de loyauté et, s'agissant de M. Gundlach, sur une concurrence déloyale. Le jury a également rejeté la demande de M. Gundlach fondée sur un prétendu engagement oral de TCW à son égard. Le jury, en revanche, a jugé que TCW devait des salaires à M. Gundlach et aux autres salariés pour la période précédant la fin de leurs contrats de travail. Depuis lors, les Conseils de M. Gundlach ont indiqué qu'ils allaient demander une pénalité pour paiement tardif de salaires et des honoraires pour le temps consacré à traiter ces

questions de rémunérations. Le jugement final sera rendu après règlement de divers points.

TCW entend contester les salaires alloués par le jury. Il préserve, également, son droit de former un appel.

- En janvier 2010, Société Générale avait introduit une action judiciaire devant la Cour de District du *Southern District of New York* à Manhattan contre Financial Guaranty Insurance Company (« Financial Guaranty ») et FGIC Credit Products, LLC (« FGIC Credit »), (ensemble « FGIC »), pour contester la résiliation par FGIC de vingt-deux CDS (*Credit Default Swap*) couvrant diverses opérations de crédit structurées de Société Générale, FGIC prétendant que Société Générale n'aurait pas payé les primes de deux transactions dans les délais requis. Société Générale soutenait, notamment, que les résiliations avaient été effectuées irrégulièrement et de mauvaise foi et devaient donc être annulées par la Cour.

Ultérieurement, en février 2010, Société Générale avait déposé une nouvelle demande tendant à faire juger que sa propre résiliation des vingt-deux CDS, intervenue postérieurement à celle de FGIC, était justifiée, Financial Guaranty ayant dénoncé les contrats d'assurance couvrant les CDS conclus entre Société Générale et FGIC Credit. FGIC avait demandé le rejet de l'action de Société Générale. Société Générale s'était opposée à cette demande. Les parties ont finalement transigé.

- En septembre 2011, la *Federal Housing Finance Authority* (« FHFA »), autorité fédérale américaine en matière de financement immobilier, a assigné en justice plusieurs entités du Groupe Société Générale (SG Mortgage Finance Corp., SG Mortgage Securities, LLC (« SGMS »), SG Americas Securities, LLC, SG Americas, Inc., SG Americas Securities Holdings, LLC ainsi que des membres du personnel dirigeant de SGMS (ensemble « *les défendeurs SG* »). Cette action fait partie des dix-sept procédures judiciaires engagées par FHFA, en qualité d'administrateur (« *Conservator* ») de Fannie Mae et de Freddie Mac, entités contrôlées par l'Etat, à l'encontre de diverses institutions financières. FHFA cherche à obtenir réparation des pertes subies sur des titres adossés à des actifs immobiliers (« *residential mortgage backed securities* » ou « *RMBS* ») acquis par Fannie Mae et Freddie Mac pendant plusieurs années. Selon l'assignation dirigée contre les défendeurs SG, Fannie Mae et Freddie Mac auraient acheté environ pour 1,3 milliards de dollars US de ces titres lors de trois émissions ayant eu lieu entre mai 2006 et décembre 2006 dont la documentation aurait contenu de graves inexactitudes et omissions. Selon le demandeur, ces inexactitudes porteraient notamment sur (i) la conformité à la réglementation sur les hypothèques, (ii) sur le taux d'occupation des immeubles par leurs propriétaires, (iii) sur les ratios entre le prêt et la valeur des biens, (iv) sur les notations AAA des tranches de titres acquis par Fannie Mae et Freddie Mac.

L'action de la FHFA se fonde sur le *Securities Act* de 1933 (sections 11, 12 et 15), sur des dispositions locales tels que le code de Virginie (section 13.1-522 (C)) et le code du district de Columbia (section 31-5606.05 (a) (1) (B)) et sur la *common law* (« *negligent misrepresentation* »).

- Fin septembre 2011, l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) a décidé d'ouvrir une procédure disciplinaire à l'encontre de Société Générale à l'issue d'une enquête, auprès de la Banque privée, portant sur les dispositifs de contrôle de conformité et les dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Cette mission de l'ACP s'inscrit dans un programme qui touche progressivement l'ensemble des grands établissements français.

- Selon une sentence arbitrale du 7 octobre 2011, Société Générale et deux autres sociétés du Groupe (Société Générale Warrants Limited N.V. et SG Americas Securities, LLC) (ensemble « SG ») ont été condamnées à 34 MUSD de dommages et intérêts et environ 27 MUSD d'intérêts soit sensiblement moins que ce qui leur était demandé. La procédure d'arbitrage avait été engagée, en juin 2009, à propos d'un litige portant sur des warrants liés à des investissements alternatifs, émis et vendus par SG. Selon le demandeur qui détenait ces titres, SG aurait failli à ses obligations lors de leur échéance en novembre 2008. Il réclamait une indemnité basée sur le montant qu'il jugeait lui être dû, à cette date, en vertu des warrants.

4.4 Ratios réglementaires

4.4.1 Gestion des ratios prudentiels

Au cours du troisième trimestre 2011, Société Générale n'a procédé à aucune nouvelle émission subordonnée dans le cadre de la gestion de ses ratios prudentiels.

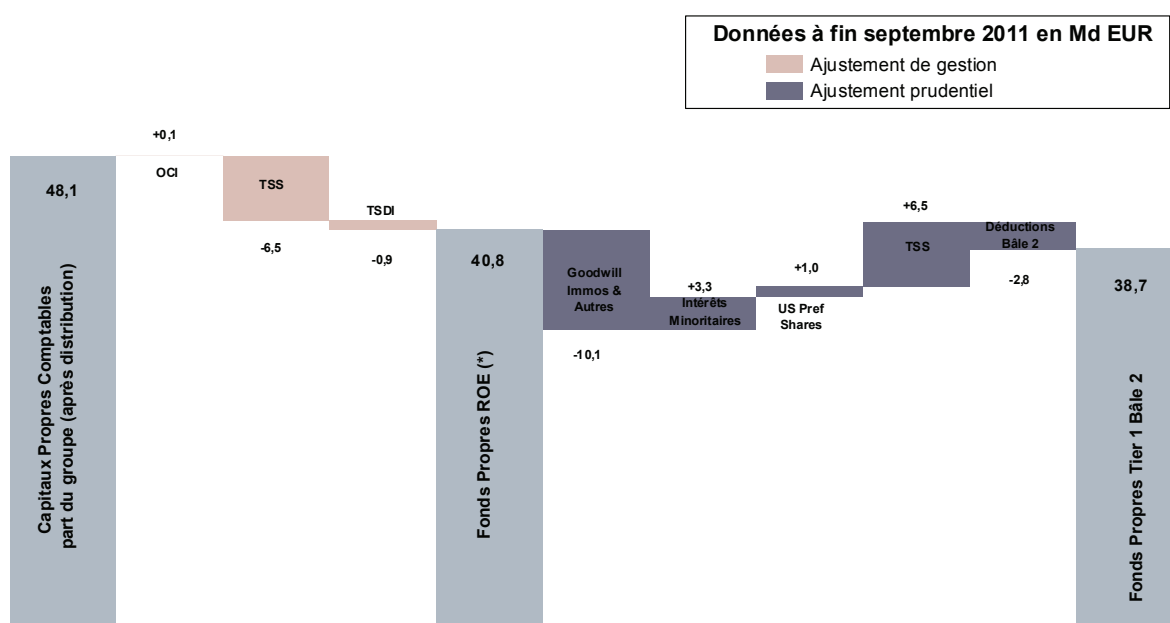
Sur cette même période le Groupe a remboursé à première date de call l'émission de titres subordonnés Lower Tier 2 mise en place en août 2006 pour un montant de 400 MUSD.

4.4.2 Extrait de la présentation du 8 novembre 2011 : Résultats du troisième trimestre 2011 (et annexes)

ENCOURS PONDÉRÉS DES RISQUES BÂLE 2 À FIN SEPTEMBRE 2011 (EN Md EUR)

	Crédit	Marché	Opérationnel	Total
Réseaux France	81,0	0,1	3,2	84,2
Réseaux Internationaux	69,0	0,1	4,0	73,1
Banque de Financement et d'Investissement	69,8	11,6	29,2	110,7
Services Financiers Spécialisés et Assurances	39,1	0,0	2,4	41,5
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	11,3	0,7	3,4	15,4
Hors Pôles	4,7	0,2	4,8	9,7
Total Groupe	274,8	12,7	47,0	334,5

CALCUL DES FONDS PROPRES ROE ET TIER 1



(*) Donnée fin de période; le ROE est calculé à partir de la moyenne des fonds propres fin de période

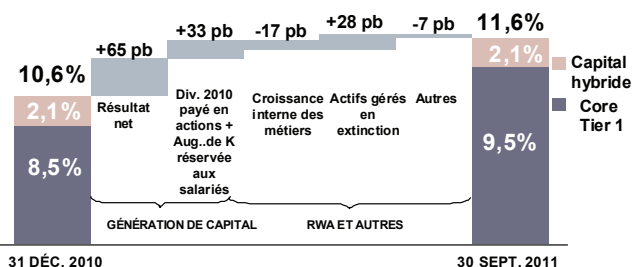
CAPACITÉ À SATISFAIRE LES EXIGENCES EUROPÉENNES EN CAPITAL À JUIN 2012 PAR NOS PROPRES MOYENS

- **Priorité au renforcement des fonds propres**
 - **Proposition de ne pas distribuer de dividende au titre de 2011**
 - **Génération de capital : +98 pb sur 9M-11**
 - **Réduction des actifs gérés en extinction : +28 pb sur 9M-11**
- **Ratio Core Tier 1 à 9,5%, Tier 1 à 11,6%***
- **Besoin de renforcement des fonds propres ABE : 2,1 Md EUR ****
 - **Coussin de sécurité sur expositions souveraines = 0⁽¹⁾**
- **Couverture du besoin par nos propres moyens**
 - **Croissance interne du capital**
 - **Mesures de réduction de la taille du bilan sur certaines activités ciblées de la BFI**
 - **Cessions et amortissements d'actifs gérés en extinction**
 - **Cessions d'actifs**

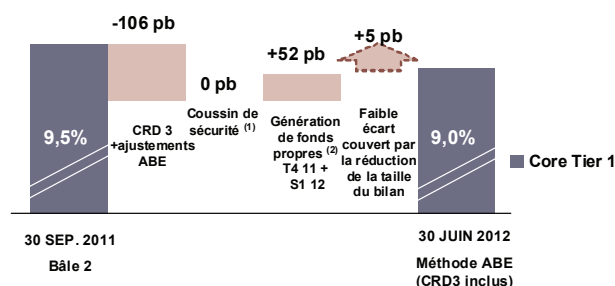
👉 **Nouvel objectif intermédiaire sur la trajectoire de l'objectif de ratio CT1 Bâle 3 de 2013, bien supérieur à 9%**

* Hors effet du floor, -21 pb à fin septembre 2011
 ** Calculé au 30 septembre 2011 selon la méthode ABE.
 Cf. résultats provisoires de 3,3 Md EUR au 30 juin 2011
 (1) Estimé sur la base des expositions au 30 septembre 2011
 (2) Sur la base des chiffres du consensus Bloomberg au 1er novembre 2011

Évolution du ratio* Tier 1 sur 9 mois



Couverture des besoins en fonds propres ABE



5 - Chapitre 10 : Eléments financiers :

5.1 Résultats du 3^e trimestre 2011 (*Communiqué de presse du 8 novembre 2011*)

TROISIEME TRIMESTRE 2011 : RESULTAT NET PART DU GROUPE DE 622 M EUR

- Revenus : 6,5 Md EUR (+4,0%* par rapport au T3-10)
- Bonne performance de la Banque de détail en France et à l'étranger, contribution positive de la Banque de Financement et d'Investissement
- Stabilité du coût du risque hors Grèce (51 pb**)
- Pas d'impact significatif des éléments exceptionnels sur le résultat du T3-11

NEUF MOIS 2011 : UN RESULTAT NET PART DU GROUPE DE 2 285 M EUR

- BNPA⁽¹⁾ 2,77 EUR

ADAPTATION DU BILAN ET RENFORCEMENT DE LA STRUCTURE FINANCIERE

- Baisse de l'exposition au risque souverain des GIPE à un niveau très faible :
3,4 Md EUR à fin octobre 2011
Décote sur les titres souverains grecs portée à 60% (-333 M EUR avant impôt)
- Renforcement du provisionnement Groupe : taux de couverture des engagements provisionnables porté de 71% à 74%
- Cession de 10 Md EUR d'actifs gérés en extinction entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} novembre avec un faible impact en résultat (-121 M EUR avant impôt)
- Baisse très significative des besoins de liquidité : -40 Md EUR depuis fin juin
- Proposition du Conseil de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2011
 - ➔ Ratio Core Tier 1 de 9,5% à fin septembre 2011
 - ➔ Forte réduction du besoin de capital à échéance de mi-2012 pour satisfaire aux exigences de l'ABE : 2,1 Md EUR vs. une première estimation de 3,3 Md EUR

* A périmètre et taux de change constants.

** Coût du risque hors litiges et hors actifs gérés en extinction et dépréciation des titres d'État grecs, hors provisions spécifiques Geniki

(1) Après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI (respectivement 225 millions d'euros et 18 millions d'euros)

Le Conseil d'administration de Société Générale a examiné, le 7 novembre 2011, les comptes du Groupe pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'année 2011. Le résultat net part du Groupe s'établit à 622 millions d'euros au troisième trimestre. Il intègre plusieurs éléments exceptionnels sans impact au global sur le résultat dont les principaux sont, d'une part, l'impact positif de +542 millions d'euros de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, et de l'autre, une dépréciation de -239 millions d'euros (-333 millions d'euros avant impôt et minoritaires) des titres d'Etat grecs portant leur décote à 60% et une dépréciation de -200 millions d'euros liée à des écarts d'acquisition des activités de crédit à la consommation du pôle Services Financiers Spécialisés et Assurances. Les résultats du Groupe retraités de ces éléments témoignent de la solidité des fonds de commerce et de la résilience du Groupe dans un environnement particulièrement difficile.

Les Réseaux France continuent de bénéficier d'une activité commerciale soutenue et de résultats financiers robustes. Les métiers de banque de détail à l'international confirment l'amélioration de leur performance, à l'exception de la Grèce où le Groupe a renforcé le taux de provisionnement de sa filiale Geniki. Les résultats de la Banque de Financement et d'Investissement ont été affectés par la situation tendue des marchés, mais sont restés positifs. Les Services Financiers Spécialisés ont stabilisé leurs encours tout en gérant une contrainte forte en liquidité et en capital. Les métiers de la Banque Privée, Gestion d'actifs et Services aux Investisseurs ont démontré leur capacité de résistance dans un contexte de marché difficile.

Dans l'environnement tourmenté du troisième trimestre, le Groupe a géré ses risques de crédit et de marché avec une très grande prudence. Face aux tensions apparues pendant l'été sur la liquidité en USD, Société Générale a ainsi démontré sa capacité à s'adapter rapidement. Dans ce contexte, le Groupe accélère sa transformation et vise, à horizon fin 2013, une réduction significative de son bilan et de ses besoins de financement. Les actions rapidement engagées au sein de la Banque de Financement et d'Investissement - cession accélérée des actifs gérés en extinction (10 milliards d'euros cédés entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} novembre, pour effet en PNB de -121 millions d'euros sur la période) et le retrait ou la réduction de certaines activités de financement - ont d'ores et déjà permis d'atteindre plus de deux tiers de la réduction annoncée.

L'Autorité Bancaire Européenne a publié le 27 octobre une nouvelle exigence de fonds propres pour les établissements bancaires européens. Ceux-ci devront renforcer leurs fonds propres d'ici mi-2012 pour atteindre un ratio Core Tier 1 Bâle 2, intégrant les dispositions de la CRD 3, de 9% auquel s'ajoute un coussin de sécurité couvrant les moins-values latentes sur les expositions souveraines au 30 septembre 2011. Face à cette nouvelle exigence et alors que le Groupe avait déjà accru ses ratios de solvabilité depuis le début de l'année, le Conseil d'administration fixe la priorité au renforcement du capital du Groupe et décide de proposer à l'Assemblée Générale de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2011. La réintégration de la provision pour dividende et le résultat du troisième trimestre permettent d'afficher un ratio Core Tier One Bâle 2 en hausse à 9,5% fin septembre 2011 (vs. 8,5% au 31 décembre 2010). Sur cette base, le besoin de renforcement en fonds propres s'élève pour le Groupe à 2,1 milliards d'euros (données au 30 septembre 2011), qu'il couvrira d'ici le 30 juin 2012 par ses propres moyens (mise en réserve des résultats, contrôle strict des encours risqués pondérés, cessions d'actifs).

Frédéric Oudéa, Président-Directeur général du Groupe, a déclaré : « Dans une conjoncture difficile, ce trimestre démontre la résilience du Groupe : la capacité bénéficiaire des métiers est robuste. Nous travaillons à l'adaptation des métiers les plus impactés par la crise, portant une attention particulière à la maîtrise des coûts, en particulier par un ajustement de notre dispositif et une baisse significative des rémunérations variables au sein de la Banque de Financement et d'Investissement et par des gains de productivité programmés pour 2012 sur les Réseaux internationaux. Nous avons engagé avec détermination la réduction du bilan en limitant les besoins de notre Banque de Financement et d'Investissement, en cédant un montant significatif de nos actifs gérés en extinction à un faible coût pour le Groupe, et en divisant par deux depuis le début de l'année nos expositions souveraines aux pays GIPE. Nous donnons la priorité au renforcement du capital du Groupe pour être aux rendez-vous des exigences prudentielles de l'ABE à mi-2012 et de Bâle 3 en 2013 dans les meilleurs délais. »

1. RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

M EUR	T3-10	T3-11	Var T3/T3	9M-10	9M-11	Var 9M/9M
Produit net bancaire	6 301	6 504	+3,2%	19 561	19 626	+0,3%
<i>A données constantes*</i>			+4,0%			+0,6%
Produit net bancaire**	6 389	5 682	-11,1%	19 293	19 150	-0,7%
<i>A données constantes*</i>			-10,6%			-0,5%
Frais de gestion	(4 039)	(4 018)	-0,5%	(12 105)	(12 635)	+4,4%
<i>A données constantes*</i>			+0,7%			+5,3%
Résultat brut d'exploitation	2 262	2 486	+9,9%	7 456	6 991	-6,2%
<i>A données constantes*</i>			+9,8%			-7,1%
Coût net du risque	(918)	(1 192)	+29,8%	(3 060)	(3 255)	+6,4%
Résultat d'exploitation	1 344	1 294	-3,7%	4 396	3 736	-15,0%
<i>A données constantes*</i>			-5,0%			-16,7%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	(200)	n/s	0	(200)	n/s
Résultat net part du Groupe	896	622	-30,6%	3 043	2 285	-24,9%

ROTE Groupe (après impôt)

9M-10	9M-11
13,2%	8,9%

Produit net bancaire

Le produit net bancaire total du Groupe s'établit à 6,5 milliards d'euros au troisième trimestre 2011 (6,3 milliards au T3-10), et à 19,6 milliards pour les neuf premiers mois de l'année 2011, stable (+0,6%*) par rapport à la même période en 2010.

Hors effet de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, les revenus s'inscrivent en retrait de -10,6%* par rapport au T3-10 et de -0,5%* en comparant les neuf premiers mois de 2011 et de 2010.

Les résultats du troisième trimestre et sur la période 9M-11 reflètent la situation contrastée des métiers du Groupe : une bonne performance des réseaux de banque de détail et de Services Financiers Spécialisés et Assurances, qui vient compenser la baisse des revenus observée sur les métiers de Banque de Financement et d'Investissement et de Banque Privée, Gestion d'actifs et Services aux Investisseurs.

- Les **Réseaux France** enregistrent au T3-11 des revenus à hauteur de 2 035 millions d'euros en hausse de +6,4% par rapport au T3-10 (+1,4% hors PEL/CEL et SMC). Sur la période 9M-11, le produit net bancaire des Réseaux France progresse de +6,5% en données courantes par rapport à 9M-10, à 6 111 millions d'euros (+2,3% hors PEL/CEL et SMC) ;
- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux**, atteint 1 229 millions d'euros (-2,3%* en comparaison avec le T3-10). Les Réseaux Internationaux s'appuient sur le dynamisme commercial des franchises en Europe de l'Est (notamment en République tchèque et en Russie), dans le Bassin méditerranéen et en Afrique sub-saharienne et Outre-mer qui compense la situation toujours difficile en Grèce et le lent redémarrage économique de la Roumanie. De bonnes collectes de dépôts dans l'ensemble des Réseaux internationaux leur permettent de porter le ratio crédits sur dépôts du métier à 98%, malgré la croissance des encours de crédit. Sur la période 9M-11, le produit net bancaire est stable (+0,1%) à 3 678 millions d'euros (3 673 millions d'euros en 2010) ;
- Les activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** voient leurs revenus se contracter de -36,8%* au T3-11 par rapport au T3-10 (et -31,0%* par rapport au T2-11), à 1 247 millions d'euros, en raison d'un environnement difficile sur les marchés de dette, avec une activité très faible sur le marché primaire notamment en Europe, et les effets de la crise de la dette souveraine européenne sur les marchés secondaires. Les activités sur

dérivés actions résistent cependant au troisième trimestre en confirmant leurs positions de leader.

La contribution des actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement aux revenus du métier est légèrement négative de -37 millions d'euros au T3-11.

Au total, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'établissent à 1 210 millions d'euros au T3-11 (soit -36,0%*, rapporté au T3-10). Les revenus cumulés à fin septembre 2011 s'élèvent à 5 325 millions d'euros, en retrait de -7,5%* par rapport au cumul à fin septembre 2010.

- Les revenus du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances**, sous contrainte de capital et de liquidité, continuent leur progression à 850 millions d'euros ce trimestre (+2,6%* par rapport au T3-10) et à 2 594 millions d'euros sur la période 9M-11 (+3,7%* par rapport aux 9M-10). Au sein des Services Financiers Spécialisés, la bonne performance des activités de location longue durée et gestion de flotte de véhicules se confirme. Parallèlement, les activités d'assurance du pôle contribuent de façon croissante au produit net bancaire, avec une progression tirée par l'Assurance-vie dont les revenus s'accroissent de +21,2%* entre le T3-10 et le T3-11 (+15,5%* sur les neuf premiers mois de l'année).
- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** suit une évolution contrastée. Si les métiers de courtages profitent de la situation volatile des marchés, les activités de Banque Privée, de Gestion d'Actifs et de Services aux Investisseurs subissent au contraire une baisse de leurs commissions, qui suivent l'évolution défavorable des marchés financiers. Au total, les revenus du pôle s'inscrivent à 542 millions d'euros, soit -3,7%* par rapport au T3-10, et à 1 669 millions d'euros pour les neuf mois écoulés, globalement stables, +0,7%*, par rapport à la même période en 2010.

L'impact de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre est de +822 millions d'euros au T3-11, en raison de la hausse au coût de refinancement effectif du Groupe (-88 millions d'euros au T3-10). A fin septembre 2011, l'effet cumulé de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre sur le produit net bancaire de l'année en cours est de +476 millions d'euros contre +268 millions d'euros sur la même période en 2010.

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 4,0 milliards d'euros au T3-11 (+0,7%* par rapport au T3-10) et 12,6 milliards d'euros sur 9M-11 (+5,3%* par rapport aux 9M-10).

En données courantes, les frais généraux sont en léger recul sur les deux derniers trimestres

Au total, le coefficient d'exploitation est de 70,7%^(a) au T3-11 et de 66,0%^(a) sur 9M-11, dans un contexte difficile pour les activités financières et reflétant par ailleurs les investissements opérationnels effectués dans l'ensemble du Groupe.

Résultat d'exploitation

Sur le trimestre, le résultat brut d'exploitation du Groupe hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre s'établit à 1,7 milliard d'euros (2,3 milliards d'euros au T3-10). Il atteint 6,5 milliards d'euros aux 9M-11 (-9,4% par rapport aux 9M-10).

Au T3-11, la **charge nette du risque** du Groupe s'établit à -1 192 millions d'euros (contre -918 millions d'euros au T3-10 et -1 185 millions d'euros au T2-11) dont -333 millions d'euros liés à une dépréciation des titres d'État grecs. Retraitée de cette dépréciation et de la charge du risque des actifs

gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement, la charge du risque du Groupe s'inscrit à -741 millions d'euros, en hausse de +12,3% par rapport au T2-11.

Hors Grèce (filiale Geniki), le coût du risque du Groupe est stable à 51^(**) points de base au T3-11 (contre 50 pb au T2-11 et 68 pb au T3-10).

- En ligne avec la guidance 2011 de 40 pb, le coût du risque des **Réseaux France** s'élève à 37 pb au T3-11 contre 36 pb au T2-11 et 46 pb au T3-10.
- Le coût du risque des **Réseaux Internationaux** (hors Geniki) confirme la tendance à la baisse initiée depuis le début de l'année à 81 pb au T3-11 (contre 100 pb au T2-11 et 129 pb au T3-10). Le coût du risque sur le trimestre diminue en Russie et en République tchèque, tandis qu'il augmente en Roumanie en raison de la révision de la valeur de sûretés. En Grèce, la filiale Geniki enregistre une charge nette du risque en hausse à la suite du renforcement des provisions sur les entreprises à 181 millions d'euros, conduisant à un taux de couverture des engagements provisionnables de 70% au T3-11. En Afrique sub-saharienne et dans le Bassin Méditerranéen le coût du risque reste faible.
- Les activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** enregistrent un coût du risque de 25 pb (contre 0 pb au T2-11 et 4 pb au T3-10) caractérisé par un niveau toujours bas des provisions spécifiques et le renforcement de la provision base portefeuille. Les actifs gérés en extinction affichent une charge nette du risque de -118 millions d'euros (contre -130 millions d'euros au T2-11 et -108 millions d'euros au T3-10).
- Au T3-11, le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** continue de s'améliorer à 137 pb contre 156 pb au T2-11 et 221 pb au T3-10 tant pour les activités de crédit à la consommation que pour celles de financement d'équipements.

Le taux de couverture des encours provisionnables du Groupe à 74% au T3-11, progresse de manière significative par rapport au trimestre précédent (71% au T2-11), témoignant de la politique de provisionnement prudente du Groupe.

La dépréciation des titres d'État grecs de -333 millions d'euros est comptabilisée en Hors Pôles, dans l'attente des opérations effectives d'échange prévues dans le cadre de l'accord européen du 27 octobre 2011.

Au total, le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 1 294 millions d'euros au T3-11, (-3,7% par rapport au T3-10), en retrait de -43,8% hors effet de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre et dépréciations constatées sur les titres d'État grecs.

Sur neuf mois, le résultat d'exploitation s'établit à 3,7 milliards d'euros, soit -0,8%* hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre et dépréciation des titres d'État grecs, par rapport à la même période en 2010 (-3,4% en données courantes).

Résultat net

Après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôts du Groupe de 34,6%) et des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du Groupe s'élève à 622 millions d'euros sur le trimestre (contre 896 millions au T3-10, -30,6%), et à 2 285 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année (à comparer à 3 043 millions d'euros sur la période 9M-10, -24,9%).

Cette variation résulte en particulier de la dépréciation des titres d'État grecs (pour -239 millions d'euros au T3-11 et -507 millions en cumulé) et de la dépréciation à hauteur de -200 millions d'euros d'écart d'acquisition des activités de crédit à la consommation.

Le ROE du Groupe après impôt atteint 5,4% au T3-11 et 7,0% aux 9M-11. pour un ROTE de 8,9% aux 9M-11. Le bénéfice net par action sur cette période est de 2,77 euros, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI¹.

^(**) Hors litiges, hors actifs gérés en extinction sur actifs début de période et hors dépréciation des titres d'État grecs. Annualisé.

2. STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE

Capital et solvabilité

Au 30 septembre 2011, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 48,1 milliards d'euros² et l'actif net par action à 54,62 euros (dont -0,13 euros de moins-values latentes). Au troisième trimestre et sur les neuf premiers mois de l'année, le Groupe a acquis 16,8 millions de titres Société Générale, dont 8,9 millions de titres dans le cadre du contrat de liquidité conclu le 22 août dernier. Sur cette période, Société Générale a également procédé à la cession de 7 millions de titres au travers du contrat de liquidité. Au total (de manière directe et indirecte), Société Générale détient, à fin septembre 2011, 3,60% du capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading), soit 27,9 millions d'actions, dont 9,0 millions d'actions d'auto-contrôle. Par ailleurs, le Groupe détient à cette même date 7,5 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options d'achat attribués à ses salariés.

Les encours pondérés en référentiel Bâle 2 (334,5 milliards d'euros au 30 septembre 2011 contre 333,0 milliards d'euros au 30 juin 2011) sont en baisse hors effet change de -0,1%, reflétant la politique de gestion prudente du Groupe dans l'environnement économique instable du trimestre, avec notamment la réduction des expositions aux risques de marché (-4,6%) et l'allègement des encours pondérés affectés au portefeuille d'actifs gérés en extinction (-7,6%).

Compte tenu de la décision du Conseil d'administration de proposer à l'Assemblée Générale de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2011, les ratios Tier 1 et Core Tier 1 au 30 septembre 2011 s'élèvent respectivement à 11,6%³ et 9,5%, en progression de 100 points de base par rapport au 31 décembre 2010 (où ils s'établissaient respectivement à 10,6% et 8,5%). Cette hausse significative au cours des neuf premiers mois de l'année illustre la capacité de génération de capital du Groupe (résultats réalisés, souscription par les actionnaires à l'option de paiement du dividendes en actions, augmentation de capital réservée aux salariés), qui contribue pour +98pb à cette croissance, et la gestion proactive des actifs gérés en extinction du Groupe. Sur ces derniers, les cessions engagées au cours de l'exercice et l'amortissement naturel du portefeuille contribuent pour +28pb à la croissance des capitaux propres prudentiels.

Bilan et liquidité

Le bilan cash du Groupe après compensation de l'assurance, des dérivés, des opérations de pensions et des comptes de régularisation, s'élève à 654 milliards d'euros au 30 septembre 2011. Les fonds propres, les dépôts clientèle et les ressources à moyen et long terme représentent 500 milliards d'euros, soit plus des trois quarts du bilan et couvrent les emplois longs du Groupe.

Les ressources à court terme (154 milliards d'euros) financent quant à elles les excédents déposés en banques centrales (39 milliards d'euros) et les actifs à court terme.

Les actifs disponibles éligibles au refinancement en banques centrales s'élèvent à 77 milliards d'euros auxquels s'ajoutent 13 milliards d'euros d'actifs liquides mobilisables non éligibles, soit des réserves de liquidités de 90 milliards d'euros.

Enfin, le programme d'émission à moyen et long terme au titre de 2011 (26 milliards d'euros) a été finalisé au cours du troisième trimestre. Au cours du troisième trimestre, le Groupe a levé 4,1 milliards d'euros avec une maturité moyenne de 5,6 ans et un niveau de spread moyen de 100 points de base au-dessus du swap. Compte tenu des actions en cours visant à réduire les besoins de refinancement du Groupe, notamment en dollars US, le programme d'émission à moyen et long terme pour 2012 est fixé entre 10 et 15 milliards d'euros, soit moitié moins qu'en 2011.

Le Groupe est noté Aa3 par Moody's et A+ par S&P et Fitch.

¹ Les intérêts nets d'effet fiscal à verser à fin septembre 2011 sont de 225 millions d'euros aux porteurs de TSS et de 18 millions d'euros aux porteurs de TSDI.

² Ce montant comprend notamment (i) 6,2 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,8 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des moins-values latentes nettes pour -0,10 milliard d'euros

³ Hors effet du floor, -21pb sur le Tier 1

3. RESEAUX FRANCE

M EUR	T3-10	T3-11	Var T3/T3	9M-10	9M-11	Var 9M/9M
Produit net bancaire	1 913	2 035	+6,4%	5 736	6 111	+6,5%
<i>PNB hors PEL/CEL et hors SMC</i>			<i>+1,4%</i>			<i>+2,3%</i>
Frais de gestion	(1 199)	(1 273)	+6,2%	(3 680)	(3 890)	+5,7%
Résultat brut d'exploitation	714	762	+6,7%	2 056	2 221	+8,0%
<i>RBE hors PEL/CEL et hors SMC</i>			<i>-1,6%</i>			<i>+1,5%</i>
Coût net du risque	(197)	(169)	-14,2%	(645)	(508)	-21,2%
Résultat d'exploitation	517	593	+14,7%	1 411	1 713	+21,4%
Résultat net part du Groupe	340	390	+14,7%	931	1 126	+20,9%
<i>RNPG hors PEL/CEL</i>			<i>+6,7%</i>			<i>+14,7%</i>

Au troisième trimestre 2011, forts de bonnes performances commerciales, les résultats des **Réseaux France** (Société Générale, Crédit du Nord, Boursorama) sont de nouveau en croissance.

Grâce à une politique commerciale axée sur la satisfaction clientèle, le fonds de commerce continue de croître avec 53 600 ouvertures nettes de comptes. Les Réseaux France mettent l'accent sur l'accueil au travers des agences « nouvelle génération » et le développement de 200 centres d'affaires dédiés aux PME, accompagnant la nouvelle « Charte de services pour la clientèle PME ».

Les encours de dépôts des Réseaux France augmentent de +5,4%^(a) par rapport au T3-10, grâce à la politique commerciale ciblée menée en ce sens. La structure de cette progression est favorable car plus sensible sur l'épargne à régime spécial hors PEL (+13,1%^(a) par rapport au T3-10) et les dépôts à vue (+5,4%^(a) par rapport au T3-10).

L'engagement du Groupe dans le financement de l'économie française reste soutenu : les encours de crédit progressent globalement de +3,1%^(a) par rapport au T3-10, à 171,1 milliards, tirés par la production de crédits d'investissement. Les encours de crédits immobiliers augmentent significativement (+7,3%^(a) par rapport au T3-10) grâce à une production de prêts immobiliers de 4,2 milliards d'euros, soutenue par le dynamisme des équipes commerciales.

Le **ratio crédits sur dépôts** des Réseaux France baisse de -4 points sur un an à 126% au T3-11 contre 130% au T3-10.

Dans un environnement de baisse des indices actions depuis neuf mois, la forte volatilité des marchés financiers sur le trimestre a eu une incidence directe sur l'activité de placement d'assurance-vie des Réseaux France, dont la collecte brute se contracte pour s'établir à 2,0 milliards d'euros au T3-11. Les encours progressent de +3,7%^(a) par rapport au T3-10 pour s'établir à 79,8 milliards d'euros.

Les **résultats financiers** au T3-11 du pôle s'inscrivent dans la continuité des bonnes performances réalisées depuis un an. A 2 035 millions d'euros, les revenus progressent de +4,3%^(b) par rapport au T3-10 (+1,4%^(b) hors SMC), tirés par la croissance de la marge d'intérêt (+4,8%^(b) par rapport au T3-10) ainsi que par l'évolution positive des commissions (+3,6%^(b) par rapport au T3-10). L'augmentation des frais de gestion à 1 273 millions d'euros au T3-11 contre 1 199 millions d'euros au T3-10 (+6,2% par rapport au T3-10) reflète les efforts d'investissement engagés depuis deux ans.

Au total, le coefficient d'exploitation s'élève à 62,9%^(b) au T3-11.

Le **résultat brut d'exploitation** ressort à 762 millions d'euros au T3-11, en hausse de +1,2%^(b) par rapport au T3-10.

^(a) Hors SMC

^(b) Hors PEL/CEL

Le coût du risque des **Réseaux France** s'élève au T3-11 à -169 millions d'euros, soit 37 points de base contre 46 pb au T3-10 et 36 pb au T2-11. Cette stabilité prolonge une année de baisse, due notamment à l'amélioration du coût du risque de la clientèle commerciale (PME et professionnels).

Au total, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 390 millions d'euros sur le trimestre, en hausse de +14,7% sur un an.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le produit net bancaire ressort à 6 111 millions d'euros, soit une augmentation de +5,1%^(b) par rapport aux 9M-10 et les frais de gestion affichent une hausse de +5,7% par rapport aux 9M-10. Le coefficient d'exploitation ressort à 64,0%^(b), en légère hausse de +0,3 points par rapport aux 9M-10.

Le résultat net part du Groupe des neuf mois s'établit à 1 126 millions d'euros (+20,9% par rapport aux 9M-10).

4. RESEAUX INTERNATIONAUX

M EUR	T3-10	T3-11	Var T3/T3	9M-10	9M-11	Var 9M/9M
Produit net bancaire	1 250	1 229	-1,7%	3 673	3 678	+0,1%
<i>A données constantes*</i>			<i>-2,3%</i>			<i>-1,0%</i>
Frais de gestion	(695)	(731)	+5,2%	(2 052)	(2 223)	+8,3%
<i>A données constantes*</i>			<i>+5,1%</i>			<i>+7,5%</i>
Résultat brut d'exploitation	555	498	-10,3%	1 621	1 455	-10,2%
<i>A données constantes*</i>			<i>-11,5%</i>			<i>-11,8%</i>
Coût net du risque	(305)	(314)	+3,0%	(1 005)	(905)	-10,0%
Résultat d'exploitation	250	184	-26,4%	616	550	-10,7%
<i>A données constantes*</i>			<i>-29,3%</i>			<i>-14,3%</i>
Résultat net part du Groupe	149	90	-39,6%	388	250	-35,6%

Présents dans des pays aux fondamentaux solides, les **Réseaux Internationaux** démontrent à nouveau la robustesse de leur modèle et poursuivent l'amélioration de leurs performances. Hors Grèce où le taux de provisionnement de la filiale Geniki a été renforcé, les résultats du trimestre s'élèvent à 216^(a) millions d'euros (+14,3%^(a) par rapport au T3-10).

Le troisième trimestre, a été marqué par la dynamique commerciale des réseaux avec une progression globale sur un an des encours de crédits de +6,7%* (+2,2%* sur un trimestre) et de dépôts de +5,5%* (+3,6%* sur le trimestre), respectivement à 66,7 milliards d'euros et à 67,8 milliards d'euros à fin septembre. Le ratio crédits sur dépôts s'établit à 98%.

Au cours du troisième trimestre, le fonds de commerce des implantations du **Bassin Méditerranéen** continue de se développer à un rythme soutenu, comme en témoigne la croissance des encours de dépôts +7,1%* sur un an, en reprise sur le trimestre (+3,5%* par rapport au T2-11). Les crédits progressent également de +14,6%* par rapport au T3-10. Avec 38 nouvelles agences dans la région et près de 2,3 millions de clients dont plus de 200 000 nouveaux clients sur l'année, le dispositif commercial continue de se renforcer. Cette bonne dynamique se traduit par une progression du produit net bancaire de +3,1%* sur l'année, reflétant dans un premier temps le ralentissement observé lors des événements politiques du début d'année, puis la normalisation progressive intervenue pendant l'été.

Début juillet 2011, la fusion juridique des filiales Rosbank et BSGV a été finalisée en **Russie**. La nouvelle banque universelle continue d'adapter et d'optimiser son modèle opérationnel, grâce notamment à un nouveau système d'information unique. Les encours de dépôts affichent une forte croissance sur le trimestre de +17,2%* par rapport au T2-11. L'activité de banque de détail poursuit son développement, notamment sur le portefeuille de clients particuliers (avec une progression du nombre de clients de +6,7%* par rapport au T3-10 et +6,3%* par rapport au T2-11), dont les encours de crédits progressent toujours (+13,8%* par rapport au T3-10 et +7,7%* par rapport au T2-11). Au total, la Russie affiche une croissance des crédits et des dépôts de respectivement +7,0%* et +18,3%* sur un an.

Le troisième trimestre est marqué par un retour à une dynamique forte dans les **autres pays d'Europe Centrale et Orientale**, à l'exception de la Grèce, toujours dans une situation difficile, et de la Roumanie dont la reprise économique est plus lente que prévue.

En **République tchèque**, Komerční Banka affiche de bonnes performances commerciales, tant sur les crédits (+9,6%* par rapport au T3-10) que sur les dépôts (+4,0%* par rapport au T3-10). Cette croissance est notamment significative sur le segment des particuliers, avec près de 10 000 nouveaux clients sur un trimestre et des encours de crédits comme de dépôts qui progressent respectivement de +11,1%* et +4,6%* sur un an.

^(a) Hors résultat net part du Groupe de la filiale grecque, Geniki

En **Roumanie**, la politique d'octroi de crédit demeure sélective. Les encours continuent de baisser légèrement, -1,1%* sur l'année. Pour autant, les dépôts progressent de +5,0%* sur la période, tirés par le segment entreprises (+6,4%* par rapport au T3-10).

En **Grèce**, toujours dans un environnement de crise économique et souveraine, les principes de gestion stricts mis en œuvre par le Groupe depuis plusieurs trimestres sont maintenus. Des actions commerciales spécifiques visent à limiter la baisse des dépôts et se complètent d'une politique très restrictive de distribution de crédits pour tous les segments de clientèle. Au T3-11, la baisse des crédits et dépôts est respectivement de -15,6%* et -25,5%* par rapport au T3-10.

Après une reprise marquée de l'activité commerciale au T2-11, la situation se normalise en **Afrique Sub-saharienne et Outre-mer**, où l'on observe une évolution plus modérée des crédits et des dépôts au T3-11 (+0,5%* et +1,3%* par rapport au T2-11).

A 1 229 millions d'euros, les revenus des Réseaux Internationaux sont en légère baisse de -2,3%* par rapport au T3-10 (-1,7% en données courantes) et de -2,0%* par rapport au T2-11.

Les frais de gestion des Réseaux Internationaux s'établissent à 731 millions d'euros en hausse de +5,1%* (+5,2% en données courantes) par rapport au T3-10 et en baisse de -2,5%* par rapport au T2-11. En particulier, les frais en Russie enregistrent une progression de +13,9%* par rapport T3-10 notamment en raison d'une inflation toujours élevée et des investissements liés à la fusion.

Au total, le résultat brut d'exploitation s'établit à 498 millions d'euros et le coefficient d'exploitation s'inscrit à 59,5% contre 59,8% au T2-11.

Hors filiale grecque Geniki, le coût du risque des Réseaux Internationaux est en baisse à 81 pb au T3-11 contre 100 pb au T2-11 et 129 pb au T3-10. Sur le trimestre, l'amélioration est significative en Russie et en République tchèque, tandis que la charge nette du risque se dégrade ponctuellement en Roumanie à la suite d'une révision des suretés conduisant à une hausse du taux de couverture à 42% contre 39% au T2-11.

Au global, les Réseaux Internationaux dégagent un résultat net part du Groupe de 90 millions d'euros au T3-11.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le produit net bancaire ressort à 3 678 millions d'euros, stable par rapport aux 9M-10. Sur la période, les frais de gestion augmentent de +7,5%* (+8,3% en données courantes). Le coefficient d'exploitation ressort à 60,4% aux 9M-11 contre 55,9% aux 9M-10. Le résultat net part du Groupe des neuf mois s'établit à 250 millions d'euros contre 388 millions d'euros sur les 9M-10.

5. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

M EUR	T3-10	T3-11	Var T3/T3	9M-10	9M-11	Var 9M/9M
Produit net bancaire	1 934	1 210	-37,4%	5 829	5 325	-8,6%
<i>A données constantes*</i>			<i>-36,0%</i>			<i>-7,5%</i>
<i>Activités de Financement et Conseil</i>	<i>729</i>	<i>616</i>	<i>-15,5%</i>	<i>1 987</i>	<i>1 912</i>	<i>-3,8%</i>
<i>Activités de Marché (1)</i>	<i>1 295</i>	<i>631</i>	<i>-51,3%</i>	<i>3 884</i>	<i>3 365</i>	<i>-13,4%</i>
<i>Actifs gérés en extinction</i>	<i>(90)</i>	<i>(37)</i>	<i>+58,9%</i>	<i>(42)</i>	<i>48</i>	<i>n/s</i>
Frais de gestion	(1 159)	(971)	-16,2%	(3 385)	(3 449)	+1,9%
<i>A données constantes*</i>			<i>-13,6%</i>			<i>+3,6%</i>
Résultat brut d'exploitation	775	239	-69,2%	2 444	1 876	-23,2%
<i>A données constantes*</i>			<i>-69,1%</i>			<i>-22,7%</i>
Coût net du risque	(123)	(188)	+52,8%	(498)	(469)	-5,8%
<i>Dont Actifs gérés en extinction</i>	<i>(108)</i>	<i>(118)</i>	<i>+9,3%</i>	<i>(419)</i>	<i>(344)</i>	<i>-17,9%</i>
Résultat d'exploitation	652	51	-92,2%	1 946	1 407	-27,7%
<i>A données constantes*</i>			<i>-92,4%</i>			<i>-27,4%</i>
Résultat net part du Groupe	468	77	-83,5%	1 419	1 117	-21,3%

(1) Dont "Actions" 472 M EUR au T3-11 (639 M EUR au T3-10) et "Taux, Change, Matières Premières" 159 M EUR au T3-11 (656 M EUR au T3-10)

Durant le troisième trimestre, les incertitudes sur l'économie mondiale se sont accentuées, notamment en raison de la crise de la dette souveraine en Europe, entraînant une chute des marchés, une importante volatilité et un très fort écartement des spreads de crédit. Dans ce contexte, le Groupe a renforcé sa politique prudente en matière d'exposition aux risques de marché. La résilience des activités de dérivés actions et de financements structurés, où la Banque de Financement et d'Investissement occupe des positions de leader a permis de limiter la baisse de ses revenus. En effet, celle-ci est comparable à celle de l'industrie malgré la plus forte exposition de SG CIB au marché européen, le plus affecté par la crise. Le produit net bancaire au T3-11 atteint ainsi 1 210 millions d'euros dont (-37 millions au titre des actifs gérés en extinction), en baisse de -36,0%* par rapport au T3-10 et de -34,0% par rapport au T2-11.

Les **Activités de Marché** extériorisent des revenus de 631 millions d'euros, en baisse de -50,0%* (-51,3% en données courantes par rapport au T3-10). La ligne métier a réduit son profil de risque dans des marchés très volatils au cours du trimestre (VaR moyenne en baisse de 15% par rapport au T2-11) et parallèlement les besoins de refinancement associés à son activité, en particulier en USD.

Dans un contexte marqué par la chute des indices boursiers, la baisse des anticipations de dividendes ainsi que la forte hausse de la volatilité et de la corrélation, les activités **Actions** ont démontré leur résilience en dégagant un produit net bancaire de 472 millions d'euros, en baisse de -26,0% par rapport au T3-10 (à change courant). SG CIB a maintenu sa position de leader sur les dérivés actions, recevant les titres de « Banque la plus innovante en dérivés actions » (The Banker, octobre 2011) et « Meilleur fournisseur en dérivés actions » (Risk Magazine Interdealer Rankings, octobre 2011).

Confrontées à un environnement adverse, les activités **Taux, Changes et Matières Premières** affichent une performance en net repli, en particulier sur le crédit : les revenus baissent de -75,9% par rapport au T3-10 à 159 millions d'euros, après une perte de -87 millions d'euros sur les risques souverains des pays GIPE. Les volumes d'opérations avec la clientèle progressent cependant sur les activités de flux taux et changes et les dérivés de matières premières. SG CIB a en outre reçu les récompenses suivantes : « Initiative de l'année dans le commerce électronique des changes » pour la plateforme Alpha FX (FX Week, août 2011) ; « Innovation de l'année » pour un produit d'investissement lié à un indice propriétaire sur les matières premières (Energy Risk Asia, septembre 2011).

Les métiers de **Financement et Conseil** maintiennent quant à eux un niveau de revenus élevé, bien qu'en baisse de -13,2%* par rapport au T3-10, à 616 millions d'euros. Les principaux contributeurs à ces résultats sont les financements de ressources naturelles ainsi que financements d'infrastructure et export en Europe. SG CIB a conclu, en tant que chef de file en charge de la structuration, teneur de livre et fournisseur de la couverture du risque de taux, un financement de 1 047 millions d'euros en faveur de Global Tech 1 Offshore Wind GmbH pour la construction et l'exploitation d'une ferme éolienne offshore en mer du Nord, au large de l'Allemagne. Il s'agit du plus important financement de projet de ce type jamais réalisé.

En revanche, les activités de marchés de capitaux ont pâti de faibles volumes d'émissions et du report de nombreuses émissions d'actions en Europe en raison de la volatilité des marchés. SG CIB est cependant intervenu comme chef de file et teneur de livre associé dans la plus importante introduction en bourse de l'année en Pologne (JSW, pour un montant de 1,9 milliards d'USD). Sur les neuf premiers mois de l'année 2011, SG CIB se classe premier teneur de livre en financement de projets dans la région Europe, Moyen Orient et Afrique et premier teneur de livre en émissions d'actions et convertibles en France (source : Thomson Reuters).

Au T3-11, la contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est de -37 millions d'euros. La réduction de l'exposition par les cessions d'actifs a été accélérée depuis début juillet. Le montant cédé s'élève au 1er novembre à 10 milliards d'euros en nominal (hors amortissement). Ces cessions ont été réalisées à un faible coût (-45 millions d'euros au T3-11, -76 millions d'euros en octobre). Sur le seul T3-11 la réduction du portefeuille est de 6,7 milliards d'euros (5,8 milliards d'euros de cessions et 0,8 milliard d'euros d'amortissements).

Sur neuf mois, les revenus des actifs gérés en extinction sont de 48 millions d'euros contre -42 millions d'euros sur les 9M-10, avec un portefeuille réduit de 15 milliards d'euros depuis le début de l'année.

Les frais de gestion de la Banque de Financement et d'Investissement du T3-11 s'établissent à 971 millions d'euros, en baisse de -13,6%* par rapport au T3-10. Sur les neuf premiers mois de 2011, les frais de gestion atteignent 3 449 millions d'euros en hausse de +3,6%* sur un an, et le coefficient d'exploitation de SG CIB s'inscrit à 64,8%.

Les activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement enregistrent une légère hausse du coût du risque à -70 millions d'euros, équivalant à 25 pb (contre 0 pb au T2-11 et 12 pb au T1-11) en raison du renforcement des provisions base portefeuille. Les actifs gérés en extinction constatent une charge du risque à -118 millions d'euros (contre -130 millions d'euros au T2-11).

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat d'exploitation de 51 millions d'euros au T3-11 (contre 652 millions d'euros au T3-10) et une contribution au résultat net part du Groupe de 77 millions d'euros (contre 468 millions d'euros au T3-10 et 449 millions au T2-11).

Sur neuf mois, la contribution au résultat net part du Groupe est de 1 117 millions d'euros contre 1 419 millions d'euros sur les 9M-10.

6. SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

M EUR	T3-10	T3-11	Var T3/T3	9M-10	9M-11	Var 9M/9M
Produit net bancaire	888	850	-4,3%	2 663	2 594	-2,6%
<i>A données constantes*</i>			+2,6%			+3,7%
Frais de gestion	(464)	(448)	-3,4%	(1 376)	(1 376)	0,0%
<i>A données constantes*</i>			+6,8%			+10,8%
Résultat brut d'exploitation	424	402	-5,2%	1 287	1 218	-5,4%
<i>A données constantes*</i>			-1,7%			-3,3%
Coût net du risque	(299)	(189)	-36,8%	(909)	(616)	-32,2%
Résultat d'exploitation	125	213	+70,4%	378	602	+59,3%
<i>A données constantes*</i>			+75,4%			+62,6%
Résultat net part du Groupe	87	(53)	n/s	249	224	-10,0%

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages),
- (ii) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation).

Au troisième trimestre, les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** affichent des revenus de 850 millions d'euros, en progression de +2,6%* par rapport au T3-10.

Globalement, les métiers des **Services Financiers Spécialisés** ont, dans un environnement contraint en liquidité et en capital, stabilisé leurs encours, poursuivi l'optimisation de leurs ressources et développé l'accès à des sources de refinancement externes au Groupe.

ALD Automotive (**location longue durée et gestion de flottes de véhicules**) affiche de nouveau une très bonne dynamique commerciale avec une production en hausse de +15,9%⁽¹⁾ par rapport au T3-10. A fin septembre, ALD gère un parc de 898 000 véhicules (+9,1%⁽¹⁾ par rapport à fin septembre 2010).

Avec une production de 1,9 milliards d'euros (hors affacturage), les activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** restent sur une tendance positive (+4,6%* par rapport au T3-10). Les encours s'élèvent à 18,0 milliards d'euros à fin septembre (hors affacturage), en diminution de -3,9%* par rapport au T3-10 et stables⁽¹⁾ par rapport au T2-11.

L'activité de **Crédit à la consommation** poursuit son redressement sur le trimestre. La production est en léger retrait à 2,5 milliards d'euros (-2,5%* par rapport au T3-10). Les encours de crédit à la consommation s'élèvent à 22,3 milliards d'euros à fin septembre 2011 et restent stables* sur un an.

Au troisième trimestre, le produit net bancaire trimestriel des **Services Financiers Spécialisés** est de 700 millions d'euros, stable* par rapport au T3-10. Les frais de gestion s'élèvent à 391 millions d'euros, en hausse de +5,9%* par rapport au T3-10. Sur les neuf premiers mois, le produit net bancaire du pôle s'élève à 2 146 millions d'euros (+1,3%* par rapport aux 9M-10) et les frais de gestion à 1 206 millions d'euros (+10,6%* par rapport aux 9M-10). En conséquence, le résultat brut d'exploitation s'établit à 940 millions d'euros, en baisse de -8,5%* par rapport au 9M-10.

Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** continue de s'améliorer au T3-11 à 137 points de base (i.e. -189 millions d'euros) contre 221 points de base au T3-10, soit une baisse de -84 points.

Sur la période, les revenus de l'activité **Assurances** progressent de +19,0%* et s'élèvent à 150 millions d'euros contre 126 millions d'euros au T3-10. Sur les neuf mois, ils s'établissent à 448 millions d'euros, en nette hausse de +17,3%* par rapport au 9M-10.

⁽¹⁾ A isopérimètre

Dans un contexte peu favorable aux activités d'épargne, la collecte brute en assurance-vie s'élève à 1,8 milliards d'euros en baisse de -31,9%* par rapport au T3-10. La collecte nette, pénalisée par un niveau de rachats plus important, reste cependant en baisse limitée à -0,3 milliard d'euros. Portées par le développement des activités à l'international notamment en Russie et par la poursuite de l'internalisation des produits d'assurance des emprunteurs en France, les primes d'assurance-prévoyance progressent de +24,7%* sur un an.

Le résultat net part du Groupe des Services Financiers Spécialisés et Assurances s'établit à -53 millions d'euros au T3-11 contre 87 millions d'euros au T3-10, compte tenu d'une dépréciation à hauteur de -200 millions d'euros des écarts d'acquisition constatée lors de la consolidation de filiales de crédit à la consommation. Hors cette dépréciation, le résultat du pôle est de 147 millions d'euros, en progression de +70,0% sur un an.

Sur les neuf premiers mois, le résultat d'exploitation ressort à 602 millions d'euros (+62,6%* par rapport aux 9M-10) et le résultat net part du Groupe hors dépréciation des écarts d'acquisition s'élève à 424 millions d'euros (+70,3% par rapport aux 9M-10).

7. BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T3-10	T3-11	Var T3/T3	9M-10	9M-11	Var 9M/9M
Produit net bancaire	568	542	-4,6%	1 664	1 669	+0,3%
<i>A données constantes*</i>			-3,7%			+0,7%
Frais de gestion	(504)	(486)	-3,6%	(1 481)	(1 469)	-0,8%
<i>A données constantes*</i>			-2,4%			-0,3%
Résultat d'exploitation	69	56	-18,8%	183	176	-3,8%
<i>A données constantes*</i>			-20,0%			-4,3%
Résultat net part du Groupe	80	60	-25,0%	209	216	+3,3%
<i>dont Banque Privée</i>	42	28	-33,3%	89	102	+14,6%
<i>dont Gestion d'Actifs</i>	26	16	-38,5%	65	81	+24,6%
<i>dont Services aux investisseurs et Courtage</i>	12	16	+33,3%	55	33	-40,0%

en Md EUR	T3-10	T3-11
Collecte nette de la période (a)	-0,7	-0,4
Actifs gérés fin de période (a)	164	168

9M-10	9M-11
-13,7	4,9
164	168

(a) Hors actifs gérés par Lyxor et hors Amundi

Le pôle regroupe trois activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking),
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi, TCW),
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services) et **Courtage** (Newedge).

Au T3-11, les résultats du pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** font preuve de résilience dans des conditions de marché défavorables.

La Banque Privée connaît une baisse de ses revenus de -6,4% au T3-11 par rapport au T3-10, à 190 millions d'euros. A 83,6 milliards d'euros à fin septembre 2011, le niveau des actifs sous gestion progresse de +2% par rapport à fin septembre 2010 (82,0 milliards d'euros), malgré la forte baisse récente des marchés.

Les métiers de **Gestion d'Actifs, Services aux Investisseurs** et de **Courtage (Newedge)** sont soutenus par une bonne dynamique commerciale. Pour le quatrième trimestre consécutif, TCW affiche une collecte positive. Les actifs en conservation progressent sur un an de +1%. Les revenus de Newedge sont soutenus par la volatilité des marchés au T3-11.

A 542 millions d'euros, les revenus trimestriels du pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs, et Services aux Investisseurs** s'inscrivent en baisse de -3,7%* par rapport au T3-10 (-4,6% en données courantes). Les frais de gestion diminuent de -2,4%* par rapport au T3-10. Le résultat net part du Groupe de 60 millions d'euros au T3-11 est en baisse de -25,0% sur un an.

Sur neuf mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 1 669 millions d'euros, stable par rapport à l'année précédente (+0,7%*). Les frais de gestion sont stables à 1 469 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe s'élève à 216 millions d'euros contre 209 millions en cumul à fin septembre 2010.

Banque Privée

A 83,6 milliards d'euros, les actifs gérés augmentent de +2% par rapport à septembre 2010, mais diminuent de 2,5 milliards d'euros par rapport à fin juin 2011. Cette baisse intègre un effet marché défavorable de -3,4 milliards d'euros, une décollecte de -0,6 milliard, et un effet change positif de 1,5 milliard d'euros. La collecte depuis le début de l'année reste élevée, à +3,3 milliards d'euros.

A 190 millions d'euros, le produit net bancaire de la Banque Privée est en baisse de -6,4% par rapport au T3-10, en dépit de la bonne tenue des commissions qui progressent de 15,6%.

A 158 millions d'euros, les frais de gestion augmentent de +5,3%* par rapport à T3-10 principalement sous l'effet d'un renforcement d'effectifs et des projets. Le résultat brut d'exploitation trimestriel ressort à 32 millions d'euros (-43,9%* par rapport au T3-10). La contribution trimestrielle de la Banque Privée au résultat net part du Groupe est de 28 millions d'euros (contre 42 millions d'euros au T3-10).

En cumul sur neuf mois et en comparaison annuelle, les revenus de la division s'élèvent à 604 millions d'euros, en forte hausse (+14,4%). Les frais de gestion atteignent 468 millions d'euros, en hausse de +10,6%*. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 136 millions d'euros en progression de +13,3%* (+16,2 % en données courantes), et le résultat net part du Groupe à 102 millions d'euros (+12,1%*).

Gestion d'Actifs

Malgré un marché difficile au T3-11, TCW enregistre une collecte nette trimestrielle positive (0,2 milliard d'euros), la quatrième consécutive, portant la collecte totale depuis le début de l'année à 1,6 milliards d'euros.

La Gestion d'Actif dégage un résultat net part du Groupe de 16 millions d'euros contre 26 millions d'euros au T3-10. La contribution d'Amundi sur le trimestre s'établit à 19 millions d'euros (mise en équivalence).

Sur les neuf premiers mois de l'année la contribution d'Amundi porte le résultat net part du Groupe à 81 millions d'euros contre 65 millions d'euros en 2010.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Les activités de **Services aux Investisseurs** confirment la bonne dynamique des revenus au T3-11 (+11,5%* par rapport au T3-10). Les actifs en conservation progressent légèrement de +1% sur un an.

Newedge affiche de bons résultats grâce à la volatilité des marchés observée sur le trimestre. Les volumes d'activité sont en hausse de 11,3% par rapport au T3-10. Le produit net bancaire de Newedge est en augmentation de +6,0%* par rapport à T3-10, et ses coûts sont maîtrisés (-2,8%* par rapport à T3-10).

L'activité Services aux Investisseurs et Newedge réalise au global un produit net bancaire en progression de +9,0%* par rapport au T3-10, à 279 millions d'euros. Les frais de gestion de 250 millions d'euros progressent de +3,7%* par rapport au T3-10, et reflètent des investissements importants au sein des activités de Services aux Investisseurs.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 29 millions d'euros au T3-11 en hausse de 93,3% par rapport au T3-10.

Au total, la contribution de l'activité Services aux Investisseurs et Courtage au résultat net part du Groupe est de 16 millions d'euros contre 12 millions d'euros au T3-10.

Sur neuf mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire de cette division s'élève à 823 millions d'euros, en légère augmentation (+2,0%*). Les frais de gestion sont en progression de

4,6%* à 758 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation ressort à 65 millions d'euros contre 82 millions à fin septembre 2010. Au total, le résultat net part du Groupe s'inscrit à 33 millions d'euros contre 55 millions d'euros un an plus tôt.

8. HORS POLES

Le résultat brut d'exploitation **Hors Pôles** au T3-11 s'établit à 529 millions d'euros contre -270 millions au T3-10. Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de +822 millions d'euros (16 millions d'euros au T2-11) ce trimestre. La réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre a été effectuée par référence au coût de refinancement effectif du Groupe. Sur 9M-11, l'effet de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre est de +476 millions d'euros ;
- le portefeuille de participations industrielles du Groupe a fait l'objet d'une réévaluation pour -57 millions d'euros au troisième trimestre
- la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits corporates pour +43 millions (-68 millions d'euros au T3-10), soit un effet cumulé sur 9M-11 de +38 millions d'euros ;
- les nouvelles taxes bancaires dites « systémiques » mises en place en France et au Royaume Uni pour -28 millions d'euros, soit un montant attendu pour l'année de -100 millions d'euros ;
- la provision pour dépréciation des titres d'État grecs détenus par le Groupe réduit également le résultat brut d'exploitation de -333 millions d'euros, portant le montant total des dépréciations constatées en 2011 sur les titres d'État grecs à -727 millions d'euros. Ce montant sera réalloué aux pôles dès que les modalités d'échange prévues par les accords européens des 21 juillet et 27 octobre derniers seront arrêtées.

Au 30 septembre 2011, le prix de revient IFRS du portefeuille de participations industrielles est de 496 millions d'euros, pour une valeur de marché de 567 millions d'euros.

9. CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe de 622 millions d'euros au troisième trimestre Société Générale démontre la résilience de son modèle de banque universelle même dans un environnement très perturbé.

Le Groupe a accéléré au cours du trimestre son adaptation aux mutations profondes de son environnement, comme en témoignent les actions entreprises pour réduire la taille de son bilan et ses besoins en matière de liquidité, et pour ajuster son profil de risque.

En attendant la mise en œuvre des récentes décisions politiques pour résoudre la crise de la dette souveraine, le Groupe a d'ores et déjà intégré dans ses résultats une décote de 60% par rapport au nominal sur ses titres d'Etat grecs et réduit son exposition à la dette souveraine des autres pays GIPE, ramenant son exposition résiduelle à un niveau particulièrement faible d'environ 3,4 milliards d'euros.

Les fondamentaux des métiers cœurs du Groupe restent sains et leur capacité de résistance a été démontrée au cours des neuf premiers mois de l'année.

Malgré cet environnement exceptionnel et les éléments non-récurrents qui ont affecté son résultat trimestriel, le Groupe a continué à renforcer son capital et à améliorer son ratio Core Tier 1 depuis le début de l'année, grâce à une politique de gestion très rigoureuse de son capital, de ses actifs, et de ses risques.

Donnant la priorité au renforcement du capital du Groupe, le Conseil d'administration de Société Générale décidé de ne pas proposer de versement de dividendes au titre de l'année 2011, ce qui permet d'afficher un ratio CT1 de 9,5% à fin septembre 2011. Sur cette base Société Générale est confiant de pouvoir couvrir d'ici le 30 juin 2012 le besoin de renforcement en fonds propres supplémentaires pour satisfaire aux exigences de l'ABE de 2,1 milliards d'euros (selon les données au 30 septembre 2011) par ses propres moyens, sans faire appel aux fonds publics ou au marché, lui permettant d'être aux rendez-vous des exigences prudentielles de l'ABE à mi-2012, qui constituent un point d'étape pour atteindre un ratio Core Tier 1 Bâle 3 nettement supérieur à 9% à horizon fin 2013.

Calendrier de communication financière 2012

16 février 2012	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2011
3 mai 2012	Publication des résultats du premier trimestre 2012
22 mai 2012	Assemblée Générale
1er août 2012	Publication des résultats du deuxième trimestre 2012
8 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment - sauf mention spécifique - l'application des principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux projetés dans le présent communiqué de presse.

Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer les facteurs d'incertitude et de risque susceptibles d'affecter l'activité.

Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

ANNEXE 1: DONNEES CHIFFREES ET SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)	3e trimestre				9 mois			
	T3-10	T3-11	Var T3/T3		9M-10	9M-11	Var 9M/9M	
Produit net bancaire	6 301	6 504	+3,2%	+4,0%*	19 561	19 626	+0,3%	+0,6%*
<i>Produit net bancaire (1)</i>	6 389	5 682	-11,1%	-10,6%*	19 293	19 150	-0,7%	-0,5%*
Frais de gestion	(4 039)	(4 018)	-0,5%	+0,7%*	(12 105)	(12 635)	+4,4%	+5,3%*
Résultat brut d'exploitation	2 262	2 486	+9,9%	+9,8%*	7 456	6 991	-6,2%	-7,1%*
Coût net du risque	(918)	(1 192)	+29,8%	+31,5%*	(3 060)	(3 255)	+6,4%	+6,7%*
Résultat d'exploitation	1 344	1 294	-3,7%	-5,0%*	4 396	3 736	-15,0%	-16,7%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	20	n/s		(2)	84	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	33	32	-3,0%		91	110	+20,9%	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	(200)	n/s		0	(200)	n/s	
Charge fiscale	(372)	(455)	+22,3%		(1 178)	(1 142)	-3,1%	
Résultat net	1 003	691	-31,1%		3 307	2 588	-21,7%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	107	69	-35,5%		264	303	+14,8%	
Résultat net part du Groupe	896	622	-30,6%	-34,6%*	3 043	2 285	-24,9%	-29,3%*
ROTE Groupe (après impôt)					13,2%	8,9%		
Ratio Tier 1 fin de période	10,6%	11,6%			10,6%	11,6%		

* A périmètre et taux de change constants

(1) Hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER (en millions d'euros)	3e trimestre			9 mois		
	T3-10	T3-11	Var T3/T3	9M-10	9M-11	Var 9M/9M
Réseaux France	340	390	+14,7%	931	1 126	+20,9%
Réseaux Internationaux	149	90	-39,6%	388	250	-35,6%
Banque de Financement et Services Financiers Spécialisés et Assurances	468	77	-83,5%	1 419	1 117	-21,3%
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	87	(53)	n/s	249	224	-10,0%
dont Banque Privée	42	28	-33,3%	89	102	+14,6%
dont Gestion d'Actifs	26	16	-38,5%	65	81	+24,6%
dont Services aux investisseurs et Courtage	12	16	+33,3%	55	33	-40,0%
TOTAL METIERS	1 124	564	-49,8%	3 196	2 933	-8,2%
Hors Pôles	(228)	58	n/s	(153)	(648)	n/s
GROUPE	896	622	-30,6%	3 043	2 285	-24,9%

BILAN CONSOLIDE

<i>Actif - en Md EUR</i>	30.09.2011	31.12.2010	Variation en %
Caisse, Banques centrales	39,6	14,1	x 2.8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	475,1	455,1	+4%
Instruments dérivés de couverture	12,5	8,2	+53%
Actifs financiers disponibles à la vente	126,8	103,8	+22%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	96,6	70,3	+37%
Prêts et créances sur la clientèle	371,8	371,8	+0%
Opérations de location-financement et assimilées	28,8	29,1	-1%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,1	2,4	+30%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,7	1,9	-8%
Actifs d'impôts et autres actifs	63,2	49,0	+29%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,1	0,1	+80%
Participation aux bénéfices différée	2,1	1,1	+94%
Valeurs immobilisées	25,6	25,2	+2%
Total	1 247,0	1 132,1	+10%

<i>Passif - en Md EUR</i>	30.09.2011	31.12.2010	Variation en %
Banques centrales	0,5	2,8	-83%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	443,4	359,0	+24%
Instruments dérivés de couverture	12,8	9,3	+38%
Dettes envers les établissements de crédit	109,9	77,3	+42%
Dettes envers la clientèle	333,3	337,4	-1%
Dettes représentées par un titre	125,8	141,4	-11%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,3	0,9	x 3.8
Passifs d'impôts et autres passifs	68,5	56,3	+22%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	0,0	x 3.2
Provisions techniques des entreprises d'assurance	83,9	82,7	+2%
Provisions	2,1	2,0	+7%
Dettes subordonnées	10,9	12,0	-9%
Capitaux propres part du Groupe	48,1	46,4	+4%
Participations ne donnant pas le contrôle	4,5	4,6	-1%
Total	1 247,0	1 132,1	+10%

SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

(en millions d'euros)	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème
	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
Réseaux France												
Produit net bancaire	1 781	1 875	1 867	1 943	1 892	1 931	1 913	2 055	2 038	2 038	2 035	
Frais de gestion	-1 198	-1 206	-1 181	-1 326	-1 241	-1 240	-1 199	-1 378	-1 324	-1 293	-1 273	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>583</i>	<i>669</i>	<i>686</i>	<i>617</i>	<i>651</i>	<i>691</i>	<i>714</i>	<i>677</i>	<i>714</i>	<i>745</i>	<i>762</i>	
Coût net du risque	-230	-214	-220	-306	-232	-216	-197	-219	-179	-160	-169	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>353</i>	<i>455</i>	<i>466</i>	<i>311</i>	<i>419</i>	<i>475</i>	<i>517</i>	<i>458</i>	<i>535</i>	<i>585</i>	<i>593</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	0	1	4	1	0	1	1	0	1	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2	2	3	6	3	1	2	2	2	2	2	
Charge fiscale	-120	-155	-158	-107	-144	-162	-176	-155	-182	-199	-202	
<i>Résultat net</i>	<i>235</i>	<i>303</i>	<i>311</i>	<i>211</i>	<i>282</i>	<i>315</i>	<i>343</i>	<i>306</i>	<i>356</i>	<i>388</i>	<i>394</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	11	13	15	14	3	3	3	4	4	4	4	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>224</i>	<i>290</i>	<i>296</i>	<i>197</i>	<i>279</i>	<i>312</i>	<i>340</i>	<i>302</i>	<i>352</i>	<i>384</i>	<i>390</i>	
Fonds propres moyens	6 078	6 160	6 224	6 291	6 569	6 494	6 189	6 487	6 607	6 551	6 574	
Réseaux Internationaux												
Produit net bancaire	1 167	1 189	1 174	1 219	1 183	1 240	1 250	1 257	1 189	1 260	1 229	
Frais de gestion	-663	-681	-657	-680	-658	-699	-695	-717	-738	-754	-731	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>504</i>	<i>508</i>	<i>517</i>	<i>539</i>	<i>525</i>	<i>541</i>	<i>555</i>	<i>540</i>	<i>451</i>	<i>506</i>	<i>498</i>	
Coût net du risque	-299	-310	-336	-353	-366	-334	-305	-335	-323	-268	-314	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>205</i>	<i>198</i>	<i>181</i>	<i>186</i>	<i>159</i>	<i>207</i>	<i>250</i>	<i>205</i>	<i>128</i>	<i>238</i>	<i>184</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	10	0	-4	4	0	-2	-1	4	0	-1	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	1	2	2	1	3	3	3	2	2	3	7	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	
Charge fiscale	-41	-42	-36	-36	-31	-40	-46	-39	-29	-53	-39	
<i>Résultat net</i>	<i>166</i>	<i>168</i>	<i>147</i>	<i>147</i>	<i>135</i>	<i>170</i>	<i>205</i>	<i>168</i>	<i>105</i>	<i>188</i>	<i>151</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	45	42	35	47	21	45	56	64	61	72	61	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>112</i>	<i>100</i>	<i>114</i>	<i>125</i>	<i>149</i>	<i>104</i>	<i>44</i>	<i>116</i>	<i>90</i>	
Fonds propres moyens	3 559	3 611	3 562	3 574	3 603	3 653	3 770	3 865	3 980	3 916	3 969	

	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Banque de Financement et d'Investissement												
Produit net bancaire	1 232	2 645	2 348	803	2 144	1 751	1 934	2 007	2 280	1 835	1 210	
Frais de gestion	-937	-1 162	-1 037	-845	-1 152	-1 074	-1 159	-1 321	-1 315	-1 163	-971	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	295	1 483	1 311	-42	992	677	775	686	965	672	239	
Coût net du risque	-569	-257	-605	-889	-233	-142	-123	-270	-134	-147	-188	
<i>Résultat d'exploitation</i>	-274	1 226	706	-931	759	535	652	416	831	525	51	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-2	1	-6	1	-3	0	-5	2	63	25	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	21	13	18	9	0	0	0	0	0	0	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Charge fiscale	108	-361	-200	360	-225	-121	-181	-97	-239	-137	5	
<i>Résultat net</i>	-166	884	520	-559	544	411	471	314	594	451	81	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	5	6	2	3	3	1	3	3	3	2	4	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-171	878	518	-562	541	410	468	311	591	449	77	
Fonds propres moyens	9 336	9 229	8 877	8 401	8 196	8 717	9 626	9 981	9 848	9 616	9 209	
Activités pérennes												
Produit net bancaire	2 824	2 810	2 635	1 579	2 167	1 680	2 024	1 894	2 238	1 792	1 247	
Activités de Financement et Conseil	578	661	642	629	602	656	729	757	641	655	616	
Activités de Marché	2 246	2 149	1 993	950	1 565	1 024	1 295	1 137	1 597	1 137	631	
dont Actions	647	1 034	1 057	693	786	357	639	684	884	615	472	
dont Taux, Changes et Matières premières	1 599	1 115	936	257	779	667	656	453	713	523	159	
Frais de gestion	-928	-1 153	-1 026	-834	-1 140	-1 060	-1 139	-1 295	-1 299	-1 148	-958	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	1 896	1 657	1 609	745	1 027	620	885	599	939	644	289	
Coût net du risque	-348	-239	-249	-86	-19	-45	-15	7	-38	-17	-70	
<i>Résultat d'exploitation</i>	1 548	1 418	1 360	659	1 008	575	870	606	901	627	219	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	0	-6	1	-4	1	-5	2	63	25	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	21	14	18	9	0	0	0	0	0	0	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Charge fiscale	-494	-424	-416	-165	-305	-133	-251	-158	-260	-169	-48	
<i>Résultat net</i>	1 054	1 014	958	506	713	438	620	443	643	521	196	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	5	6	3	2	3	1	4	2	3	2	3	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	1 049	1 008	955	504	710	437	616	441	640	519	193	
Fonds propres moyens	7 936	7 427	6 882	6 557	6 486	6 771	7 026	7 075	6 782	6 806	6 622	
Actifs gérés en extinction												
Produit net bancaire	-1 592	-165	-287	-776	-23	71	-90	113	42	43	-37	
Frais de gestion	-9	-9	-11	-11	-12	-14	-20	-26	-16	-15	-13	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	-1 601	-174	-298	-787	-35	57	-110	87	26	28	-50	
Coût net du risque	-221	-18	-356	-803	-214	-97	-108	-277	-96	-130	-118	
<i>Résultat d'exploitation</i>	-1 822	-192	-654	-1 590	-249	-40	-218	-190	-70	-102	-168	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	1	0	0	1	-1	0	0	0	0	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Charge fiscale	602	63	216	525	80	12	70	61	21	32	53	
<i>Résultat net</i>	-1 220	-130	-438	-1 065	-169	-27	-149	-129	-49	-70	-115	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	-1	1	0	0	-1	1	0	0	1	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-1 220	-130	-437	-1 066	-169	-27	-148	-130	-49	-70	-116	
Fonds propres moyens	1 400	1 802	1 995	1 844	1 710	1 946	2 600	2 906	3 066	2 810	2 587	

	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
	Services Financiers Spécialisés et Assurances											
Produit net bancaire	740	805	810	884	849	926	888	876	873	871	850	
Frais de gestion	-430	-441	-446	-501	-446	-466	-464	-465	-470	-458	-448	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>310</i>	<i>364</i>	<i>364</i>	<i>383</i>	<i>403</i>	<i>460</i>	<i>424</i>	<i>411</i>	<i>403</i>	<i>413</i>	<i>402</i>	
Coût net du risque	-234	-293	-338	-359	-299	-311	-299	-265	-213	-214	-189	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>76</i>	<i>71</i>	<i>26</i>	<i>24</i>	<i>104</i>	<i>149</i>	<i>125</i>	<i>146</i>	<i>190</i>	<i>199</i>	<i>213</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	1	-18	0	-4	0	-1	-1	-1	-3	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-18	-13	-7	-16	-1	-7	1	-5	1	8	1	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	-19	1	-26	0	0	0	0	0	0	-200	
Charge fiscale	-22	-18	-8	0	-30	-41	-35	-42	-55	-56	-60	
<i>Résultat net</i>	<i>36</i>	<i>22</i>	<i>13</i>	<i>-36</i>	<i>73</i>	<i>97</i>	<i>91</i>	<i>98</i>	<i>135</i>	<i>150</i>	<i>-49</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	3	2	3	1	3	5	4	4	4	4	4	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>33</i>	<i>20</i>	<i>10</i>	<i>-37</i>	<i>70</i>	<i>92</i>	<i>87</i>	<i>94</i>	<i>131</i>	<i>146</i>	<i>-53</i>	
Fonds propres moyens	4 423	4 511	4 611	4 712	4 739	4 825	4 954	4 806	4 968	5 009	5 112	
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs												
Produit net bancaire	588	670	636	640	504	592	568	606	580	547	542	
Frais de gestion	-554	-562	-557	-555	-466	-511	-504	-521	-484	-499	-486	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>34</i>	<i>108</i>	<i>79</i>	<i>85</i>	<i>38</i>	<i>81</i>	<i>64</i>	<i>85</i>	<i>96</i>	<i>48</i>	<i>56</i>	
Coût net du risque	-18	-9	-12	-1	0	-5	5	-7	-12	-12	0	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>16</i>	<i>99</i>	<i>67</i>	<i>84</i>	<i>38</i>	<i>76</i>	<i>69</i>	<i>78</i>	<i>84</i>	<i>36</i>	<i>56</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	2	-1	-1	0	0	0	-1	2	0	-2	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	26	21	28	25	32	30	19	
Charge fiscale	1	-26	-15	-20	-9	-22	-17	-23	-21	-6	-13	
<i>Résultat net</i>	<i>16</i>	<i>75</i>	<i>51</i>	<i>63</i>	<i>55</i>	<i>75</i>	<i>80</i>	<i>79</i>	<i>97</i>	<i>60</i>	<i>60</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	1	1	1	0	1	0	-1	0	1	0	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>15</i>	<i>74</i>	<i>50</i>	<i>62</i>	<i>55</i>	<i>74</i>	<i>80</i>	<i>80</i>	<i>97</i>	<i>59</i>	<i>60</i>	
Fonds propres moyens	1 368	1 327	1 323	1 352	1 391	1 466	1 422	1 391	1 376	1 409	1 421	
dont Banque Privée												
Produit net bancaire	197	222	206	204	162	163	203	171	220	194	190	
Frais de gestion	-131	-132	-131	-132	-130	-134	-147	-140	-155	-155	-158	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>66</i>	<i>90</i>	<i>75</i>	<i>72</i>	<i>32</i>	<i>29</i>	<i>56</i>	<i>31</i>	<i>65</i>	<i>39</i>	<i>32</i>	
Coût net du risque	-17	-9	-11	-1	0	-1	0	-3	-11	0	2	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>49</i>	<i>81</i>	<i>64</i>	<i>71</i>	<i>32</i>	<i>28</i>	<i>56</i>	<i>28</i>	<i>54</i>	<i>39</i>	<i>34</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	-1	1	0	0	0	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Charge fiscale	-11	-18	-15	-16	-8	-5	-13	-7	-10	-8	-7	
<i>Résultat net</i>	<i>38</i>	<i>63</i>	<i>49</i>	<i>55</i>	<i>24</i>	<i>23</i>	<i>42</i>	<i>22</i>	<i>44</i>	<i>31</i>	<i>27</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	-1	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>38</i>	<i>63</i>	<i>49</i>	<i>55</i>	<i>24</i>	<i>23</i>	<i>42</i>	<i>22</i>	<i>43</i>	<i>31</i>	<i>28</i>	
Fonds propres moyens	452	436	443	427	405	461	473	476	502	487	505	
dont Gestion d'Actifs												
Produit net bancaire	113	169	171	193	83	135	109	150	89	80	73	
Frais de gestion	-152	-151	-174	-179	-94	-133	-116	-114	-78	-87	-78	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>-39</i>	<i>18</i>	<i>-3</i>	<i>14</i>	<i>-11</i>	<i>2</i>	<i>-7</i>	<i>36</i>	<i>11</i>	<i>-7</i>	<i>-5</i>	
Coût net du risque	0	0	0	0	0	-3	4	-4	1	-1	0	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>-39</i>	<i>18</i>	<i>-3</i>	<i>14</i>	<i>-11</i>	<i>-1</i>	<i>-3</i>	<i>32</i>	<i>12</i>	<i>-8</i>	<i>-5</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	1	-1	0	0	0	-1	0	0	0	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	26	21	28	25	32	30	19	
Charge fiscale	13	-5	0	-4	4	0	1	-10	-4	3	2	
<i>Résultat net</i>	<i>-26</i>	<i>12</i>	<i>-2</i>	<i>9</i>	<i>19</i>	<i>20</i>	<i>26</i>	<i>46</i>	<i>40</i>	<i>25</i>	<i>16</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>-26</i>	<i>10</i>	<i>-2</i>	<i>8</i>	<i>19</i>	<i>20</i>	<i>26</i>	<i>46</i>	<i>40</i>	<i>25</i>	<i>16</i>	
Fonds propres moyens	402	375	355	418	491	435	418	419	435	446	415	
dont Services aux investisseurs et Courtage												
Produit net bancaire	278	279	259	243	259	294	256	285	271	273	279	
Frais de gestion	-271	-279	-252	-244	-242	-244	-241	-267	-251	-257	-250	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>7</i>	<i>0</i>	<i>7</i>	<i>-1</i>	<i>17</i>	<i>50</i>	<i>15</i>	<i>18</i>	<i>20</i>	<i>16</i>	<i>29</i>	
Coût net du risque	-1	0	-1	0	0	-1	1	0	-2	-11	-2	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>6</i>	<i>0</i>	<i>6</i>	<i>-1</i>	<i>17</i>	<i>49</i>	<i>16</i>	<i>18</i>	<i>18</i>	<i>5</i>	<i>27</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	3	-2	0	0	0	1	-1	2	0	-2	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Charge fiscale	-1	-3	0	0	-5	-17	-5	-6	-7	-1	-8	
<i>Résultat net</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>4</i>	<i>-1</i>	<i>12</i>	<i>32</i>	<i>12</i>	<i>11</i>	<i>13</i>	<i>4</i>	<i>17</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	-1	1	0	0	1	0	-1	-1	1	1	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>3</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>-1</i>	<i>12</i>	<i>31</i>	<i>12</i>	<i>12</i>	<i>14</i>	<i>3</i>	<i>16</i>	
Fonds propres moyens	514	516	525	507	495	570	532	496	439	476	501	

	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Hors Pôles												
Produit net bancaire	-595	-1 468	-865	-358	9	239	-252	56	-341	-48	638	
Frais de gestion	5	-55	-20	-77	-38	-75	-18	-38	-45	-74	-109	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>-590</i>	<i>-1 523</i>	<i>-885</i>	<i>-435</i>	<i>-29</i>	<i>164</i>	<i>-270</i>	<i>18</i>	<i>-386</i>	<i>-122</i>	<i>529</i>	
Coût net du risque	-4	8	-2	2	-2	-2	1	-4	-17	-384	-332	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>-594</i>	<i>-1 515</i>	<i>-887</i>	<i>-433</i>	<i>-31</i>	<i>162</i>	<i>-269</i>	<i>14</i>	<i>-403</i>	<i>-506</i>	<i>197</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	-1	-1	725	3	-6	0	20	-7	1	0	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-1	-2	1	0	0	0	-1	4	1	-3	3	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	1	-1	2	0	0	0	0	0	0	0	
Charge fiscale	134	480	377	213	64	-45	83	-8	156	134	-146	
<i>Résultat net</i>	<i>-458</i>	<i>-1 037</i>	<i>-511</i>	<i>507</i>	<i>36</i>	<i>111</i>	<i>-187</i>	<i>30</i>	<i>-253</i>	<i>-374</i>	<i>54</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	42	42	49	46	32	40	41	47	46	33	-4	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>-500</i>	<i>-1 079</i>	<i>-560</i>	<i>461</i>	<i>4</i>	<i>71</i>	<i>-228</i>	<i>-17</i>	<i>-299</i>	<i>-407</i>	<i>58</i>	
Groupe												
Produit net bancaire	4 913	5 716	5 970	5 131	6 581	6 679	6 301	6 857	6 619	6 503	6 504	
Frais de gestion	-3 777	-4 107	-3 898	-3 984	-4 001	-4 065	-4 039	-4 440	-4 376	-4 241	-4 018	
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>1 136</i>	<i>1 609</i>	<i>2 072</i>	<i>1 147</i>	<i>2 580</i>	<i>2 614</i>	<i>2 262</i>	<i>2 417</i>	<i>2 243</i>	<i>2 262</i>	<i>2 486</i>	
Coût net du risque	-1 354	-1 075	-1 513	-1 906	-1 132	-1 010	-918	-1 100	-878	-1 185	-1 192	
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>-218</i>	<i>534</i>	<i>559</i>	<i>-759</i>	<i>1 448</i>	<i>1 604</i>	<i>1 344</i>	<i>1 317</i>	<i>1 365</i>	<i>1 077</i>	<i>1 294</i>	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	11	0	697	12	-12	-2	13	1	63	20	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-16	10	12	9	40	18	33	28	38	40	32	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	-18	0	-24	0	0	0	1	0	0	-200	
Charge fiscale	60	-122	-40	410	-375	-431	-372	-364	-370	-317	-455	
<i>Résultat net</i>	<i>-171</i>	<i>415</i>	<i>531</i>	<i>333</i>	<i>1 125</i>	<i>1 179</i>	<i>1 003</i>	<i>995</i>	<i>1 034</i>	<i>863</i>	<i>691</i>	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	107	106	105	112	62	95	107	121	118	116	69	
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>-278</i>	<i>309</i>	<i>426</i>	<i>221</i>	<i>1 063</i>	<i>1 084</i>	<i>896</i>	<i>874</i>	<i>916</i>	<i>747</i>	<i>622</i>	
Fonds propres moyens	29 274	29 373	29 889	32 442	35 339	36 503	37 187	37 538	37 972	38 754	40 114	
ROE Groupe (après impôt)	n/s	2,9%	4,1%	1,5%	11,1%	10,9%	8,7%	8,4%	8,8%	6,9%	5,4%	

ANNEXE 2 : NOTES METHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés trimestriels du Groupe au 30 septembre 2011 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 7 novembre 2011

Les éléments financiers présentés au titre de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». La Direction de Société Générale prévoit de publier des comptes consolidés complets au titre de l'exercice 2011.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période et, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (81 millions au T3-11 et 243 millions d'euros sur les 9 mois 2011).

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (75 millions d'euros au T3-11 et 225 millions d'euros sur les 9 mois 2011),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (6 millions d'euros au T3-11 et 18 millions d'euros sur les 9 mois 2011).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'**actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (6,3 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,9 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. Le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2011 (y compris actions de préférence), hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Core Tier 1** du groupe Société Générale sont définis comme les fonds propres Tier 1 diminués des encours d'instruments hybrides éligibles au Tier 1 et d'une quote-part des déductions Bâle 2. Cette quote-part correspond au rapport entre les fonds propres de base hors instruments hybrides éligibles aux fonds propres Tier 1 et les fonds propres de base.

Société Générale rappelle que des informations relatives aux résultats de l'exercice sont également disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

Société Générale

Société Générale est l'un des tout premiers groupes européens de services financiers. S'appuyant sur un modèle diversifié de banque universelle, le Groupe allie solidité financière et stratégie de croissance durable avec l'ambition d'être La banque relationnelle, référence sur ses marchés, proche de ses clients, choisie pour la qualité et l'engagement de ses équipes.

Ses 157 000 collaborateurs*, présents dans 85 pays, accompagnent au quotidien plus de 33 millions de clients dans le monde entier. Les équipes Société Générale proposent conseils et services aux particuliers, aux entreprises et aux institutionnels dans trois principaux métiers :

- la banque de détail en France avec les enseignes Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama
- la banque de détail à l'international présente en Europe centrale & orientale et Russie, dans le Bassin méditerranéen, en Afrique sub-saharienne, en Asie et en Outre-Mer
- la banque de financement et d'investissement avec son expertise globale en banque d'investissement, financements et activités de marché.

Société Générale est également un acteur significatif dans les métiers de services financiers spécialisés, d'assurances, de banque privée, de gestion d'actifs et des services aux investisseurs.

Société Générale figure dans les indices internationaux de développement durable : FTSE4good et ASPI.

www.societegenerale.com

** incluant les collaborateurs de la Société Marseillaise de Crédit acquise en septembre 2010 par Crédit du Nord*

6 - Chapitre 12 : Responsable de l'actualisation du Document de référence

6.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDEA, Président-Directeur général de Société Générale

6.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2011 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2011, de ses actualisations A-01, A-02 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2011 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 343 à 344 et 416 à 417 du document de référence 2011, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2008 et 2009, respectivement en pages 310 à 311 et 382 à 383 du document de référence 2009 et en pages 331 à 332 et 404 à 405 du document de référence 2010. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes sociaux 2010 et aux comptes sociaux et consolidés 2009 et 2008 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 9 novembre 2011

M. Frédéric OUDEA
Président-Directeur général de Société Générale

6.3 Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Nom : Cabinet Ernst & Young Audit

représenté par M. Philippe Peuch-Lestrade

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris - La Défense

Début du 1^{er} mandat : 18 avril 2000

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Nom : Société Deloitte et Associés

représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Début du 1^{er} mandat : 22 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Commissaires aux comptes suppléants

Nom : M. Robert Gabriel GALET

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris - La Défense

Date de nomination : 30 mai 2006

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : M. Alain PONS

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Début du 1^{er} mandat : 22 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

7 - Chapitre 13 : Table de concordance

7.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Document de référence 2011	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	434	65	127	44
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	435	66	128	45
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES				
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	18 - 19			
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		12-16	
	162 - 164 ; 174 - 216	27-36 Annexe 1	47-59	11-16
4. FACTEURS DE RISQUE				
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR				
5.1. Histoire et évolution de la Société	2 ; 32			
5.2. Investissements	62-63		37	
6. APERÇU DES ACTIVITES				
6.1. Principales activités	4 - 15 ; 60 - 61	3	4-6 ; 10-44	3-8
6.2. Principaux marchés	339 - 342			
6.3. Événements exceptionnels	NA			
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	212 - 215			
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	Sommaire	Sommaire
7. ORGANIGRAMME				
7.1. Description sommaire du Groupe	2 ; 36 - 37		11	
7.2. Liste des filiales importantes	43 - 57 ; 328-338 ; 396 - 415		11 ; 69	
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS				
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	70		43	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	154 - 160			
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT				
9.1. Situation financière	58 - 59 ; 66 - 69		34 ; 38-42	
9.2. Résultat d'exploitation	38 - 57		12-33	
10. TRESORERIE ET CAPITAUX				
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	223 - 228		7-9 ; 65 ; 105	
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	229		66	
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	58 - 59 ; 69		34 ; 42 ;	14-16
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	33			
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	59			
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA			
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	64			
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	NA			
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE				
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	72 - 84	5	45-46	10
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	82			

Rubriques	Document de référence 2011	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
15. REMUNERATION ET AVANTAGES				
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	107 -126	6-26		
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	325 - 326	8		
FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION				
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	72 - 81			
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA			
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	88 - 90			
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	85			
17. SALARIES				
17.1. Nombre de salariés	134			
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	72 - 74 ; 107 - 127		91	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	138		8	
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES				
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	26		9	9
18.2. Droits de vote différents des actionnaires susvisés	26 ; 33		9	9
18.3. Contrôle de l'émetteur	26			
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA			
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	325 - 327 ; 396 - 414 ; 131		44	
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR				
20.1. Informations financières historiques	223 - 342 ; 345 - 415 ; 438			
20.2. Informations financières pro forma	NA			
20.3. Etats financiers	223 - 342 ; 345 - 415			
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	343 - 344 ; 416 - 417			
20.5. Date des dernières informations financières	223 ; 345		60	
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	37-61	60-97 ; 100-125	17-43
20.7. Politique de distribution des dividendes	20 - 21			
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	212 - 215			
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA			
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES				
21.1. Capital social	23 - 34	4	9	9
21.2. Acte constitutif et statuts	420 - 425	62-64	126	
22. CONTRATS IMPORTANTS	NA			
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	NA			
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	34			
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	36 - 37 ; 328 - 338 ; 396 -414			

Annexe 1 : Test de l'ABE sur les besoins en fonds propres des banques européennes : les résultats provisoires des banques françaises

Le 27 octobre 2011

Test de l'ABE sur les besoins en fonds propres des banques européennes : les résultats provisoires des banques françaises

Tout en soulignant les progrès significatifs déjà enregistrés par les banques européennes dans le renforcement de leurs fonds propres, l'Autorité bancaire européenne a conduit un exercice visant à mettre en évidence les éventuels besoins en fonds propres pour répondre aux inquiétudes sur les expositions aux dettes souveraines.

Il a été demandé à 70 établissements, pris parmi ceux déjà soumis aux stress tests de juillet 2011, d'afficher un ratio Core Tier One de 9 % d'ici à fin juin 2012, incluant un impact reflétant les valeurs de marché des dettes souveraines européennes au 30 septembre 2011. Les annexes sur la méthodologie suivie sont sur le site de l'ABE (www.eba.europa.eu).

Pour les 4 banques françaises soumises à l'exercice – BNPParibas, Groupe BPCE, Groupe Crédit Agricole et Société Générale, lesquelles représentent 80 % du secteur bancaire français – le besoin total en fonds propres s'élève à 8,8 milliards d'euros. Il s'agit d'un chiffre indicatif et provisoire, qui sera modifié afin de prendre en compte les chiffres au 30 septembre 2011 – niveau de fonds propres, expositions des banques, valeurs de marché – et nous prévoyons de publier les chiffres définitifs dans le courant du mois de novembre. C'est ce dernier chiffre qui servira de référence pour les besoins éventuels de renforcement de fonds propres d'ici juin 2012.

La situation détaillée banque par banque est présentée en annexe.

Contact Presse : 01 42 92 39 00
01 42 92 44 30

Annexe

Besoin de fonds propres issu de l'exercice coordonné par l'ABE

Situation au 30 Juin 2011	Ratio Core Tier 1 après application de la CRD3 (1)	Ratio Core Tier 1 après application de la CRD3 (1) et du coussin de sécurité sur expositions souveraines (2)	Besoin de fonds propres par rapport à un objectif de 9% après application de la CRD3 et du coussin de sécurité sur expositions souveraines (2)	<i>dont coussin de sécurité sur expositions souveraines (2)</i>
BNPP	9,04%	8,66%	2,1 milliards d'euros	2,4 milliards d'euros
GROUPE BPCE	8,42%	8,17%	3,4 milliards d'euros	1 milliard d'euros
GROUPE CREDIT AGRICOLE	9,27%	9,26%	0	0
SOCIETE GENERALE	8,10%	8,13%	3,3 milliards d'euros (3)	0,1 milliard d'euros

- (1) Le calcul inclut l'impact estimé de la CRD3 (dont l'entrée en vigueur est fixée au 31 décembre 2011) sur le ratio de Core Tier 1 au 30 juin 2011. Par conséquent, ce calcul est différent de l'exigence réglementaire en vigueur à la même date.
- (2) Coussin de sécurité estimé conformément à la note méthodologique publiée par l'EBA (www.eba.europa.eu), par référence aux valeurs de marché au 30 septembre 2011.
- (3) Ce calcul inclut une augmentation de capital de 216 millions d'euros réservée aux salariés du groupe Société Générale, effectuée en date du 13 juillet 2011.